

14 DECEMBRE

## 20 000 exploitateurs contre les travailleurs

**A** VOIR la liberté totale d'exploiter. Voilà le sens de la grande messe patronale du 14 décembre à Villepinte. Elle n'a rien de pacifique, malgré l'effort de la télé pour banaliser ce rassemblement. Les 25 000 patrons groupés derrière le CNPF sont venus affirmer, avec la force de leur mobilisation, « le droit à la propriété privée » sur les usines, le droit exclusif du patron à commander à l'entreprise. Mais ce n'est pas tout. Ces messieurs ont d'autres exigences.

Ce qu'ils veulent ?

- « Abroger l'ordonnance de 1945 sur le contrôle des prix », afin qu'ils puissent user de l'inflation comme ils l'entendent.

- « Limiter l'extension forcée du pouvoir syndical », afin que les organisations ouvrières aient moins de droits pour défendre les salaires et l'emploi.

A part ça, comme ils disent « la lutte de classes est une chose vieillotte ». Tu parles !!!

Il y a plus, dans leur « charte de Villepinte ». C'est un véritable chantage qu'ils veulent exercer. Gattaz, président du CNPF, propose d'embaucher 600 000 jeunes, à la condition que le gouvernement liquide toute la législation sociale sur les règles d'embauche et de licenciement. Maîtres-chanteurs, messieurs les patrons prétendent échanger le chômage contre l'extension de leurs droits, afin de faire travailler, quand ils le veulent, comme ils le veulent, au tarif qu'ils veulent. C'est ça, le parti de l'entreprise...

Ces gens-là se sentent forts. S'ils sont arrogants, c'est que le gouvernement leur fait toutes les concessions. En dix-huit mois, Mauroy et Mitterrand leur ont fait plus de cadeaux qu'en sept années du règne de Giscard. Et Delors leur propose ce même 14 décembre, dans les colonnes du « Matin », « un compromis social ». Pourquoi ces messieurs du patronat se gêneraient-ils ?

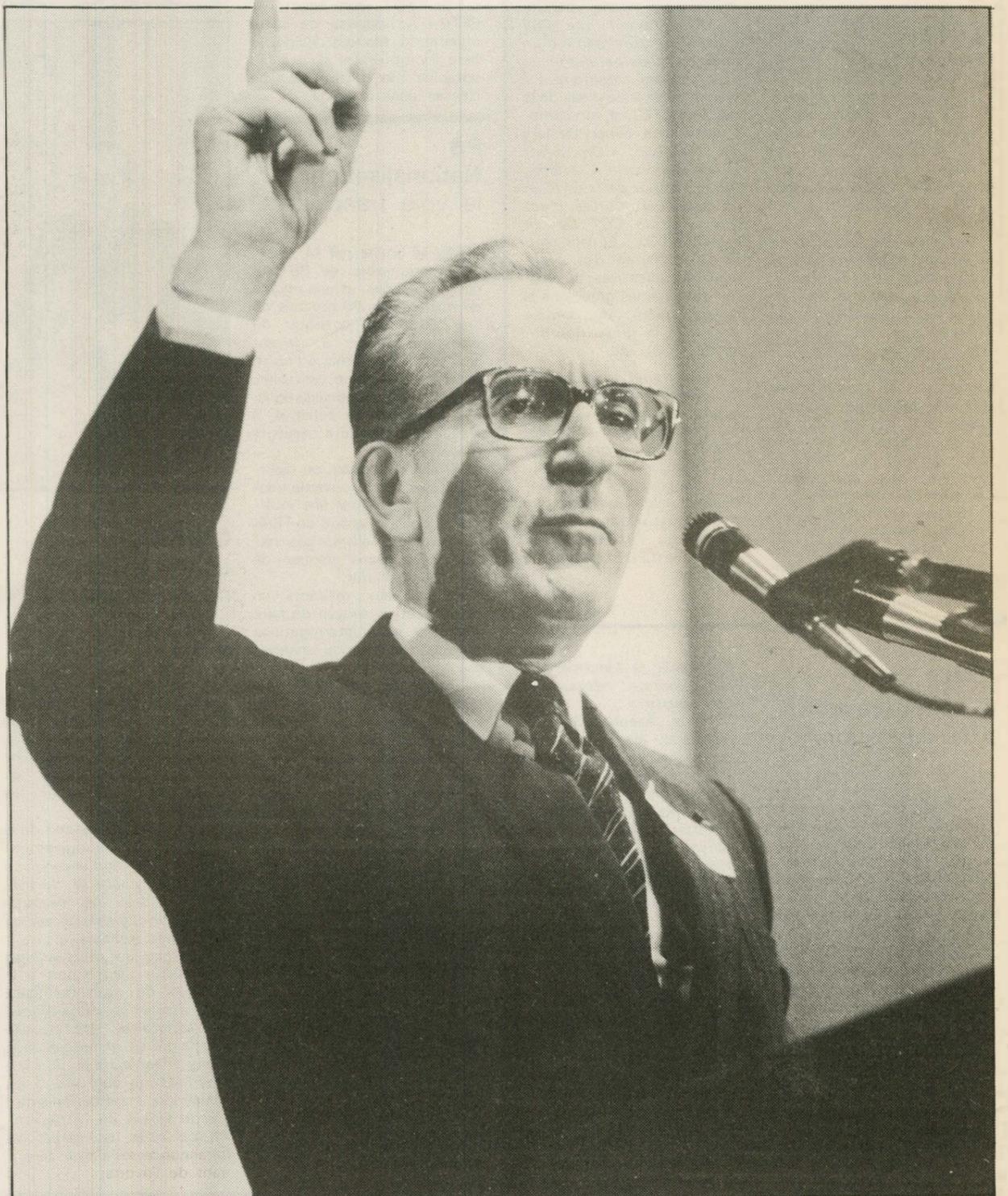
**M**EME les directions syndicales de la CGT et de la CFDT renoncent, au nom du soutien au gouvernement, à défendre par la mobilisation les intérêts immédiats des travailleurs. Kaspar, numéro deux de la CFDT, demandait, trois jours avant le rassemblement du CNPF, à ce qu'on ne voit plus dans les patrons « seulement des exploitateurs ». Quoi d'autre, alors ?

Krasucki enjoint la CGT d'entonner le chant tricolore du « produisons français », qui suppose une alliance nationale avec les patrons de France pour produire, mieux, plus vite et pour moins cher. Ce faisant, il gèle les revendications ou les révisé en baisse.

Alors, CGT et CFDT ont fermé les yeux sur le 14 décembre. Des voix se sont élevées dans les syndicats. La LCR proposait également une mobilisation unitaire antipatronale.

Il n'est pas trop tard. A ceux, choqués par cette salle pleine de 20 000 patrons au coude à coude pour leurs privilèges, CGT comme CFDT, PS et PC doivent proposer une mobilisation unitaire. Elle seule peut venir à bout de l'arrogance patronale.

### Plus le gouvernement cède, plus les patrons en demandent



L'Afrique  
et le gouvernement

p.5

Ils veulent  
faire payer  
la crise aux peuples  
du monde

P12/13

## POINT DE MIRE

## « LES GRANDS MOMENTS DE LA CLASSE OUVRIÈRE, C'EST QUAND ELLE EST UNIE »

(Eugène Descamps, ancien secrétaire général de la CFDT)

**J**E suis inquiet, dans la situation actuelle. Ne faut-il pas envisager au moins une sorte de structure de coordination entre les organisations syndicales ? » Eugène Descamps a saisi l'occasion de l'émission « Mémoire » (TF1, 22 h, le mardi 14 décembre) pour souligner l'urgence de l'unité d'action.

Ancien secrétaire général de la CFDT, il n'a pas eu un mot pour Edmond Maire et les partisans de la cogestion de l'austérité. En revanche, il a souligné à quel point les attaques sont dures contre la classe ouvrière : « Nous n'avons jamais eu autant de hors statuts... de graves menaces pèsent sur la sidérurgie », etc.

« Un certain nombre de groupes capitalistes décident de tout indépendamment des besoins collectifs. Or, à qui appartiennent les grands moyens de production ? Aux propriétaires du capital, qui souvent utilisent d'ailleurs l'argent des autres prêté par les banques ? Ou à ceux qui effectivement travaillent et produisent ?

« On va me dire : "mais c'est du socialisme que tu nous parle là". En fait le problème essentiel est de mettre en cause le droit des capitalistes de faire ce qu'ils veulent. Ce droit, je n'accepte pas de le leur reconnaître. Je n'accepte pas en tant qu'ouvrier. Je n'accepte pas en tant que citoyen. D'autant moins que ces gens-là se trompent souvent... et qu'après il faut en subir les conséquences. »

Eugène Descamps, qui de la maladie éloigna en 1971 de la direction confédérale, n'a pas varié, sur quelques engagements essentiels, depuis le début de son activité

militante, à la JOC, en 1935 : même rejet de ce système « où tout est ordonné en fonction du fric », même exigence que les investissements ne soient plus contrôlés par les propriétaires des moyens de production ; même rejet du pouvoir des capitalistes.

Même volonté d'unité de la classe ouvrière aussi. N'a-t-il pas rappelé honnêtement : « mon cœur penchait plutôt du côté de la CGT », parce que la CFTC c'était les employés et l'acceptation de l'obéissance devant les patrons... Mais, explique-t-il, « ma réflexion m'a conduit à la CFTC », « pour pouvoir la transformer de l'intérieur » : « Le passage par la CFTC, c'est la possibilité d'aller vers l'unité ouvrière en rééquilibrant une CGT totalement dépendante d'un parti qui nous paraissait lié à un système totalitaire. » Il résuma ainsi les années de la minorité CFTC, et son camarade de lutte, Gilbert Declercq de Nantes : « On avait 25 000 adhérents à la fédération métaux de la CFTC et on pratiquait l'unité d'action avec la CGT qui en avait 200 000. » Et cela, soulignait-il, permit des avancées revendicatives, au rythme des grandes grèves de la navale (1955), du soutien unitaire à la grève des mineurs (1963), etc.

« Les grands moments de la classe ouvrière, c'est quand elle est unie », insistait-il en retraçant comment Mai 68 avait été préparé par une pratique unitaire CFDT-CGT depuis 1966. A bon entendeur salut, semblait dire ainsi un vieux lutteur, dont le silence sur l'actuelle direction de la CFDT était assez éloquent.

P. R.

considérer la fonction syndicale comme nécessaire à l'entreprise. »

Ah, si chacun acceptait d'y mettre du sien, soupire Kaspar ! « Pour le syndicalisme, il s'agit de se réconcilier avec l'entreprise et les réalités économiques. Nous avons la volonté de changer le syndicalisme pour l'adapter à un monde en évolution et en transformation (...) Il faut que le patronat accepte de considérer le syndicalisme comme un interlocuteur indispensable sur toutes les questions où l'avenir de l'entreprise est en cause... »

« C'est un appel à la cogestion ? » demande le journaliste un peu interloqué. « Je n'ai pas la religion des mots » répond le responsable confédéral. Selon lui, « le patronat peut parfaitement basculer dans un sens ou un autre ». Et il précise que, en ce

qui concerne la direction de la CFDT, elle « a la volonté de faire en sorte que le patronat s'engage dans la voie de la négociation et de la responsabilité ».

Quelques jours avant, Edmond Maire avait écrit, dans *Le Monde* du 8 décembre, une nouvelle définition de « l'autogestion », les prud'hommes étant qualifiés de « démarche autogestionnaire », parce qu'elle permet « une plus grande diffusion des responsabilités », en « permettant aux travailleurs et travailleuses de protéger eux-mêmes leurs droits »...

Que de métaphysique, au niveau de l'équipe dirigeante de la CFDT, pour tourner le dos aux luttes de classes ! Et aux conflits nés de l'exploitation...

Et quel chemin en arrière, du point de vue de l'analyse de classe de la société, depuis cette réflexion d'un ancien congrès de la confédération : « Il est impensable de réaliser nos objectifs avec des hommes qui sont liés ou alliés au pouvoir actuel des forces économiques capitalistes. » Et, pourtant, ce texte date du 29<sup>e</sup> Congrès, en 1959, du temps où la CFDT était encore la CFTC ! A l'opposé de cette orientation, Maire a décidé de faire triompher les thèses favorables à la collaboration de classes dans la CFDT.

## PS Nationalisations, la voie française

Mis en scène par M. Charzat, responsable du PS aux nationalisations, et une équipe de militants du PS proches de l'ex-CERES, le colloque du week-end dernier a, devant cinq ministres, remis à l'ordre du jour la question tant controversée des nationalisations.

A travers cette initiative, il s'agissait d'atteindre plusieurs objectifs :

— Trouver un cadre de dialogue avec le gouvernement afin de peser pour une intervention plus musclée de l'Etat vis-à-vis des entreprises nationalisées, sans risquer de provoquer d'éclat.

— Fournir aux militants un exutoire et un moyen de faire remonter leurs interrogations devant la lenteur du changement.

— Redonner au parti une identité sur la question des nationalisations et de la politique industrielle.

Ainsi, malgré le cadre aseptisé du Sofitel, les rapporteurs se firent l'écho du malaise régnant dans les entreprises et énumérèrent les griefs : à la « base », rien n'a changé, les dirigeants d'entreprise — anciens ou nouveaux — sabotent le changement, les pouvoirs publics restent passifs, les plans d'entreprise ne font l'objet d'aucune concertation sérieuse, etc. A tel point que Delors, Auroux, Chevènement et Jospin devaient tous plaider pour « la patience et le doigté ».

Côté gouvernement, c'est un message tout différent qu'il s'agissait de faire passer : « nous sommes en guerre... économique », « l'heure est à la mobilisation » et seul

le gouvernement peut mobiliser.

C'est parce que la bourgeoisie est déficiente, dit-il, et a été incapable d'investir pour moderniser l'industrie et restaurer la compétitivité qu'il a fallu nationaliser les banques et les grands groupes industriels. C'est à ce propos que Delors devait mettre les pieds dans le plat et dénoncer le projet (socialiste) de la Banque nationale d'investissement (voir p. 4)

De même, seuls le gouvernement de gauche et le Parti socialiste sont en mesure de mobiliser les salariés pour la production et la compétition économique en « libérant les véritables trésors de productivité » qu'ils recèlent ! Ainsi, Auroux discernait dans les entreprises nationalisées un terrain favorable pour la « levée d'une nouvelle génération de syndicalistes qui remplacent la banderole par le tapis vert », et Chevènement, après avoir rendu hommage à « l'esprit Régie », invitait les militants à créer un « esprit Saint-Gobain, un esprit PUK... »



## BRICE LALONDE

Pauvres patrons exploités !

Brice Lalonde, ancien candidat des écologistes à l'élection présidentielle, dans un article publié dans la revue *Combat nature*, reproche à la gauche « d'avoir, en un an, enterré des trésors d'enthousiasme et de dévouement ». Il a raison !

Mais tout de suite après, les choses se gâtent. Car si Brice Lalonde estime que la « nouvelle politique économique socialiste n'apporte aucun remède efficace contre le chômage », « c'est parce que la plupart des mesures prises contribuent davantage à protéger du chômage les travailleurs pourvus d'un emploi qu'à réduire le chômage » !

Et que propose-t-il ? « Il faut favoriser les horaires à la carte et le temps partiel sans alourdir les charges de l'entreprise. » Non seulement il n'y a rien de nouveau là-dessus, c'est exactement la politique de précarisation de l'emploi que mène le patronat depuis plusieurs années. Mais c'est bel et bien une injure faite aux travailleurs et aux travailleuses, aux luttes qu'ils mènent contre cette politique, au jugement qu'ils en ont donné le 10 mai en chassant Giscard.

Mais il va encore plus loin quand il dit qu'il faut « admettre l'idée sacrilège qu'il existe des patrons exploités et des travailleurs exploités ».

Ces propos font malheureusement écho, à ceux des patrons réunis le 14 décembre qui voulaient se faire passer pour des travailleurs ! Sous couvert de futurisme, Brice Lalonde nous tire en arrière ! Un avant-goût de sa campagne électorale ?

# En raison des fêtes, Rouge interrompt sa parution.

# Il reparaitra le vendredi 31 décembre.

## CHIRAC Les évêques ne sont pas assez à droite

Reçu en audience privée par le pape Jean-Paul II au Vatican, le maire de Paris, Chirac, en revient avec une série de déclarations tonitruantes concernant les évêques français.

Il s'inquiète de l'avenir de la liberté de l'enseignement privé : « On attend encore une prise de position ferme, allant au-delà des déclarations de principe de la part de l'épiscopat français. »

Il critique leur récente prise de position par rapport à la politique du gouvernement : « La déclaration des évêques fait apparaître une pensée bien faible en matière économique et sociale » et, là, il y a carrément de quoi rire, il les accuse de... malthusianisme !

Et le *Figaro* du 14 décembre de titrer en caractères gras : « Jacques Chirac face à

l'épiscopat ! » Chirac affirme aussi par ailleurs qu'une grande majorité des catholiques n'aiment pas que « leurs pasteurs fassent de la politique ». Mais en fait, ce que Chirac n'aime pas, lui, c'est que les évêques ne fassent pas une politique suffisamment à droite ! Mais surtout, ce qui se cache mal sous cette apparence discorde, c'est la volonté du secrétaire général du RPR de faire monter la pression avant que ne s'ouvrent les négociations prévues au ministère de l'Education nationale avec des représentants de l'enseignement libre.

Parallèlement, le RPR n'hésite devant aucun moyen pour mobiliser les troupes, et les manifestations se succèdent : après Brest, Saint-Brieuc, Nantes, c'était à Pontivy samedi dernier que, encore une fois, la droite et l'Eglise sont descendues dans la rue.

Car si le gouvernement temporise Chirac lui n'hésite pas devant le gouvernement et la majorité du PC et du PS. Il fourbit ses armes pour les municipales, et toutes lui sont bonnes.

## CFDT De l'autogestion à la cogestion

« Il faut en finir avec les schémas du XIX<sup>e</sup> siècle », a déclaré Jean Kaspar au *Matin* du 13 décembre. Curieuse « réponse » à la campagne des patrons ! (voir p. 3). D'après celui qui est présentement comme « le n°2 » de la CFDT, « nous ne pouvons pas simplement réduire l'entreprise à un lieu d'exploitation ». « Finissons-en », argumente-t-il, avec les schémas du XIX<sup>e</sup> siècle en vertu desquels les patrons ne seraient que des exploitateurs et les syndicats des machines de guerre tournées contre les entreprises. Il est essentiel que les directions d'entreprises acceptent de

### NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER
<b>1- AVEC LA PRESSE DE LA LCR</b> 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F
<b>2- INFORMATION DES COLLECTIVITES</b> 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F		
<b>3- SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO « ROUGE »</b> 6 mois = 24 numéros	150 F		
<b>4- CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE</b> 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Formule choisie : \_\_\_\_\_  
Règlement à l'ordre de PEC  
2 rue Richard Lenoir 93108  
Montrouil  
Tél : 859 00 80

# Rouge

• Edité par la société Presse/Edition/Communication (PEC)  
• Imprimerie Rotographie, Montrouil. Tél : 859 00 31  
• Directeur de la publication : Robert March  
• Commission paritaire : 63922  
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montrouil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

# Les assises du CNPF ETRE LIBRES D'EXPLOITER

## Les patrons veulent huit nouvelles conquêtes contre la classe ouvrière

Un « super show », c'est ainsi que Ferry, ancienne huile du CNPF, qualifiait, le lendemain, la manifestation de Gattaz à Villepinte.

« Il n'y a de classe dirigeante que courageuse. Dirige celui qui risque ce que les dirigés ne veulent pas risquer. » Ces messieurs du CNPF habitués de la fraude (90 milliards sur les impôts...) avaient choisi cette citation de Jaurès pour introduire leurs « Etats généraux ».

Quelle caricature ! 20 000 patrons, petits et grands, assis une journée pour écouter une trentaine d'intervenants. Un milliard de centimes, 400 cars, des tonnes de charcuterie et barquettes, des milliers de litres de vin... Pour un spectacle dont la mise en scène ne pouvait dissimuler qu'il n'y avait là qu'une déclaration de guerre de plus à la classe ouvrière.

20 000 patrons assis pour écouter leurs chefs étaler avec emphase les refrains éculés de l'« idéologie patronale ». « Nous voulons être libres de licencier » ; « Nous devons occuper le terrain dans nos entreprises, et cela en dehors de toute contrainte légale... »

Les travailleurs retiendront ces menaces et une certitude renforcée : cette classe dirigeante-là a déjà fait ses preuves, elle est responsable de la crise. Il faudra la mettre à bas, au plus vite, pour en sortir.

**L**A réunion historique de ce jour, la plus importante organisée en France avec les seuls chefs d'entreprise et leurs cadres dirigeants, n'est pas une manifestation politicienne. Nous défendons nos entreprises en péril et cette défense ne supporte et ne supportera ni compromis ni compromission. Nous voulons être des militants, des militants du seul "parti de l'entreprise", celui qui nous unit sans restriction, sans escalade verbale et sans injures personnelle » Gattaz, en ouverture, plantait le décor politique du show de Villepinte.

A la différence d'un Deuil (secrétaire du SNPML), rassemblant 15 000 patrons à la porte de Pantin, dans Paris, pour les faire défiler ensuite à la lueur des torches, le CNPF avait choisi un immense hall en pleine campagne pour étaler les états d'âme du patronat et ses revendications. A part quelques allusions discrètes et deux ou trois vagues de sifflets, le gouvernement était rarement la cible ouverte des discours. Tactique habile, les concessions accordées depuis plusieurs mois au CNPF par la majorité lui permettent

de faire porter à celle-ci le chapeau des mesures anti-ouvrières et d'avancer de nouvelles revendications dans une manifestation qui paraissait « bon enfant ».

### Le matin des plaintes...

« Les cahiers de doléances » étaient la trame des interventions matinales. « Le gouvernement allège les entreprises par des mots en les écrasant par les faits. » « Non aux occupations d'entreprises », s'exclamait le P-DG de l'imprimerie Hérissey. Les patrons du bâtiment arrivaient, eux, en retard à Villepinte : ils étaient allés porter leurs plaintes, le matin, jusque dans les rues de la capitale ; ils portaient des casques, pour se donner l'air d'ouvriers, sans doute !

L'interruption-bouffe passée, reprenait le meeting. Ouverture sur quelques mesures de Richard Strauss, toute lumière éteinte dans la salle, défilait alors sur les écrans vidéos géants le « Journal des entre-

prises, édition de 13 h 57 » : « Depuis plus de cinq heures, les entreprises françaises sont au travail. Elles ont déjà produit pour 7 milliards de francs. Elles ont déjà embauché plus de 7 000 salariés. Elles ont exporté pour plus de 2 milliards de francs... »

Lumière : les patrons s'applaudissent, les ouvriers, eux, sont au travail !

« Nous sommes tous des travailleurs », affirment, le cœur sur la main, les intervenants suivants (cf. encart ci-contre). On se pince, on croit rêver : l'idéologie patronale n'a même plus pour eux valeur de critère ! Patrons, ils se sentent obligés de revendiquer le titre de « travailleurs ». Mais l'ambiance n'est guère chaude. La salle applaudit généralement à moitié.

Pierre Bellemarre, qui passe en vedette américaine, va obtenir, lui, beaucoup plus de succès. Il a l'habitude du discours démagogique qu'il enjolive de cinq films pour montrer aux spectateurs que « vous êtes extraordinaires » !

### Et l'après-midi des menaces...

C'est le président des jouets Majorotte, Véron, une étoile du CNPF, qui intervient sans gants aucuns : « Déclarons la guerre à la lutte des classes et créons le consensus social. Nous devons occuper le terrain dans nos entreprises. Et cela en dehors de toute contrainte légale... N'avons-nous pas trop cédé aux pressions syndicales, trop de congé, trop peu de temps de travail, trop de protection sociale créant une mentalité de peuple assisté (...) l'important c'est l'homme... créons une autre manière de vivre dans nos entreprises... pour convaincre que la mission la plus noble est d'enrichir en s'enrichissant... »

« Nous sommes une armée de conquérants », c'est Gattaz qui conclut, comme il avait ouvert. Il propose huit conquêtes, huit chantages à la majorité, huit menaces pour les travailleurs...

Elles reposent sur les mêmes principes : alléger les charges, faire payer l'Etat pour des embauches nouvelles, exonérer l'outil de travail de tout impôt, diminuer les contraintes telles les lois Auroux, assouplir les règles d'embauche et de licenciement...

La salle se lève pour la Marseillaise à la fin du discours.

L'opération est une réussite quasi-complète pour le patronat. Le ton de la télé le soir ou des journaux du matin, soulignera le nombre impor-



tant de participants, l'« attitude mesurée de la salle », la « gravité des inquiétudes patronales », et l'intérêt à discuter les propositions de conclusion. Seule l'Humanité s'étend sur le fil conducteur antisindical, anti-CGT au premier chef, de nombre d'interventions.

Il reste que rien n'aura été fait par les grandes organisations ouvrières ou syndicales, pour organiser quelque contre-feu que ce soit au show publicitaire du combat du patronat. Car le CNPF prend le temps et les moyens de son objectif réel : effacer la claqué que fut pour le patronat la victoire du 10 mai.

Les états-majors de l'opposition se concertent, même s'il y a parfois des éclats, pour se poser en alternative crédible, engrangeant toute

avancée possible aux municipales. En même temps, le parti des patrons s'appuie sur les concessions du gouvernement déjà faites, pour poser de nouvelles exigences. Le show de Villepinte est une habile opération publicitaire, pour essayer de voiler l'unité de ces deux démarches.

C'est sur ce projet qu'est monté le rassemblement du 14 décembre, et l'apparence de responsabilité que lui donnaient l'ordre de la salle et la tranquillité des lieux, à l'abri des rues parisiennes. Mais l'exigence est claire : « Nous demandons moins d'Etat, moins d'administration, moins de bureaucratie... pour bâtir l'entreprise de demain. » Inutile de disserter longuement. C'est la classe ouvrière qui est désignée pour faire les frais de l'opération

Michel Morel



## Le consensus social version CNPF

- Allègement des charges sociales : de deux points par an pendant cinq ans, les autres prélèvements étant bloqués.
- Assouplissement des règles d'embauche et de licenciement.
- Politique en faveur de l'investissement : exonération totale de l'outil de travail pour l'impôt sur les grandes fortunes, suppression de la taxe professionnelle.
- Réforme des ordonnances sur le travail

intérimaire.

- Diminution des contraintes, telles que le blocage des prix, l'extension « forcée du pouvoir syndical » avec les lois Auroux.
- Embaucher les jeunes sortant de l'école ou les prendre à l'essai avec des modalités salariales qui les déchargeront sur les pouvoirs publics.
- Mener une action de sensibilisation sur l'opinion publique et faire de 1983 l'année de l'entreprise.

### « NOUS TIENDRONS LA BARRE »

« Depuis quatre ans, je vous assure que je n'ai pas pris beaucoup de vacances, que je me suis peu occupé de ma famille, et que j'ai vieilli (en quatre ans c'est logique, NDLR) », déclarait Monsieur Bletton, P-DG aujourd'hui, cadre hier d'une entreprise qui fit faillite. Dans la rubrique des « Etats généraux », « Nous sommes tous des travailleurs », il était une des images sur écran vidéo des « petits et moyens entrepreneurs ».

Mais il revendique son sort : « Nous sommes beaucoup à reprendre la galère... mais nous avons repris la barre et sommes bien décidés à la tenir. » Son capital de départ lui est venu de « quatre collègues » P.M.E.

« Il y a trop longtemps que nous allons au charbon pour nous en-

tendre dire que nous avons les mains sales », s'étranglait Mme Scherman, P-DG d'une entreprise de transport.

« J'ai repris en 1965 une entreprise créée par mon père en 1930. Elle employait 70 personnes, elle en a aujourd'hui 1 100. Le capital est détenu par deux familles. La mienne est majoritaire... j'ai huit enfants... », s'inquiétait Monsieur Musset.

« Nous avons besoin de la solidarité interentreprises. Et, en ce domaine, j'ose le dire, nous avons beaucoup à faire. Que ce soit dans le crédit interentreprises, dans la sous-traitance, dans les achats, à l'exportation, dans la recherche ou dans les rapports entre les grands groupes et les autres entreprises, l'égoïsme des comportements amplifie nos difficultés », déclarait monsieur Legris, P-DG...

Le défilé des petits patrons, « Nous sommes tous des travail-

leurs », était symptomatique d'une évidence connue depuis longtemps : dans le monde des capitalistes, « les gros poissons mangent les petits ». On aurait pu appeler cela, l'épisode « chiens écrasés du CNPF ». Ils décrivaient les mœurs de leur classe : triste exemple.

Mais c'était aussi, parce que la taille de leurs privilèges est inversement proportionnelle à la grandeur de leur appétit, la meilleure démonstration de ce qu'est aujourd'hui la base d'un regroupement comme le SNPML. « Nous avons pris la barre, disent-ils, et sommes bien décidés à la garder. » Peu importants les moyens, en ce cas ! Et le langage du regroupement de Deuil, secrétaire du SNPML, est, pour ces petits-là, plus convaincant sans doute que la fougue « maîtrisée » du CNPF. Les résultats des prud'homales en sont, en tout cas, l'indice (voir dans ce numéro, p. 8 et 9).

# L'APPEL DE ROUEN

## Une volonté politique qui fait son chemin

**E**N un trimestre, le CNPF, dans ses états généraux régionaux et son show du 14 décembre, à Paris, aura rassemblé 30 000 patrons. Il a, c'est vrai, les moyens de sa politique. Un milliard de centimes pour monter le spectacle du 14 décembre, les services de 3 000 permanents, l'appui de la quasi-totalité du capital dans ce pays.

Contre ces gens-là, contre une politique du gouvernement qui va dans leur sens, en un trimestre l'appel lancé par mille travailleurs de Rouen le 28 septembre a recueilli plus de 30 000 signatures dans 43 départements. A la différence du CNPF, ils n'avaient ni milliards, ni milliers de permanents pour le promouvoir. Leur seul capital, c'est leur volonté militante, la confiance patiemment acquise de leurs camarades sur leur milieu de travail, et la volonté de changement que partagent les travailleurs.

Et même si les états généraux du CNPF font la « une » de l'actualité un ou deux jours, les 15 000 patrons montés à Paris sont un chiffre final : ils sont une toute petite minorité dans ce pays. Les 30 000 signataires de l'appel des mille, eux, sont un nombre de départ, ils s'appuient sur des millions de travailleurs en ce pays. C'est à terme ce qui fera la différence entre deux chiffres qui pouvaient paraître égaux au premier coup d'oeil : une force en mouvement contre un spectacle d'un jour.

Observons d'ailleurs de près la carte de France que dessinent aujourd'hui ces trente mille signatures, pour mieux évaluer leur force.

On peut citer rapidement, la Régie Renault, Peugeot, plusieurs entreprises de la métallurgie à Bordeaux, à Lyon, dans la région parisienne... C'est une caractéristique que soulignait déjà le collectif de Rouen lors du lancement de l'appel des mille

dans cette ville, massivement signé à Renault Cléon, dans les ateliers SNCF, aux Papeteries de la Chapelle Darblay... C'est-à-dire quelques-unes des principales entreprises de l'agglomération, les forces décisives de la classe ouvrière.

### Des conséquences dans le mouvement ouvrier

Conséquence logique, nombre de militants, adhérents des syndicats CGT, CFDT, FO, ou des partis PS et surtout PCF, en sont signataires. La réalité propre de chaque région lui donnant un plus large écho dans la CFDT à Lyon par exemple, ou dans la CGT au Havre, ou à Rouen. Cela aura tôt ou tard des conséquences au sein même de ces organisations syndicales. Car l'appel des mille n'est pas, tous ces indices le soulignent, une pétition qui relève du débat d'idées, « à gauche », une polémique sans lendemain. C'est, depuis le 10 mai, pour la première fois à l'échelle du pays, par-delà les clivages divers qui traversent la classe ouvrière, l'affirmation d'une volonté revendicative ancrée sur le changement qui refuse la politique de concessions de la majorité du 10 mai.

C'est donc, bel et bien, une affirmation politique et non une simple grogne. L'écho qu'il a reçu dans une bonne partie des quotidiens régionaux de ce pays en fait d'ailleurs une référence beaucoup plus large que ses 30 000 signataires : il fait et fera date.

« Le gouvernement ne se montre pas à la hauteur des espoirs du 10 mai. Il tourne le dos aux préoccupations des travailleurs. Il s'attaque aux salaires et fait des appels du pied aux patrons. Quand la droite et le patronat se font arrogants, Mitterrand se contente de répondre "j'aime ceux qui contestent". Mais

à chaque recul du gouvernement, le patronat en profite pour exiger encore plus. ce sont toujours les travailleurs qui trinquent », écrit le collectif de Rouen dans son tract d'appel à la réunion des signataires ce 14 décembre. C'est cela la toile de fond de l'appel des mille qui fait son actualité de septembre à aujourd'hui, et demain, sans doute. C'est pourquoi de nombreux travailleurs, qui ne l'avaient pas encore fait, le signent ou le font circuler.

Le 18 décembre se tiendra à Paris une nouvelle coordination nationale des collectifs. Ils feront un nouveau bilan de la collecte des signatures, un premier bilan des rencontres qu'ils ont eues dans différentes régions avec les députés élus par les travailleurs en mai et juin 1981. Ils prépareront ensemble la remise des pétitions aux groupes parlementaires du PS et du PCF, ainsi qu'à l'Elysée, en janvier.

Et même si ce sont les 30 000 patrons rassemblés par le CNPF qui obtiennent dans l'immédiat des faveurs du gouvernement, et non pas les 30 000 signataires de l'appel, il reste une différence de taille qui peut les rendre gagnants « pour le changement », à terme. La réunion des patrons aura fait le plein de leurs troupes. Les travailleurs, eux, sont des millions, et l'appel des mille de Rouen est en ce sens, un jalon, un point de départ. Contre les concessions de la majorité du 10 mai aux patrons, contre l'inaction des directions syndicales, pour mettre le changement sur ses rails.

La force de ces trente mille voix, relayée dans les entreprises et les quartiers, dans les organisations syndicales et les partis, aura autant de poids que celle qui a permis il y a presque deux ans de chasser la droite. Six mois avant, pourtant, beaucoup n'y croyaient pas.

Michel Morel



## ROUEN

Le collectif de l'« appel des mille » avait organisé une réunion publique de signataires, le soir du 14 décembre, à Rouen.

Ils étaient une cinquantaine, représentant tous les secteurs où l'appel est signé, certains participant pour la première fois à une réunion de ce type.

« L'appel que nous faisons signer est le sondage le plus important, grandeur nature, actuellement. La presse quotidienne nationale n'en parle guère, elle se fait pourtant

l'écho en bonne place de tous les résultats des offices de sondage qui portent sur un nombre bien plus limité de gens consultés. » Un des initiateurs résumait ainsi la juste mesure de la pétition signée aujourd'hui par plus de trente mille travailleurs.

« Les revendications de l'appel, nous sommes d'accord, mais vous ne parlez pas de la crise », objectait un participant. « Avant d'énumérer les moyens éventuels d'en sortir et d'en discuter, il faut d'abord marquer de quel côté on se place : du

côté des intérêts des travailleurs ou des patrons. L'appel est clair là-dessus et c'est son mérite », lui fit remarquer un autre.

Après discussion, ils ont préparé la coordination nationale à Paris, et désigné la délégation qui s'y rendra pour définir nationalement les prochaines initiatives de leur campagne.

Un militant syndical de l'hôpital psychiatrique résuma au cours de la réunion les leçons tirées au cours de leur lutte, pendant six semaines.



## DE PARTOUT

Ils reçoivent toujours, régulièrement, du courrier à la boîte postale de l'appel des mille de Rouen.

Les villes nombreuses qui ont déjà correspondu avec eux, tenu des conférences de presse locales, leur expédient maintenant les pétitions ou leurs photocopies. Ils les centralisent pour les remettre intégralement

aux groupes parlementaires PS et PCF ainsi qu'à l'Elysée lorsqu'ils iront, en délégation, les rencontrer.

Ils reçoivent aussi, maintenant, des lettres de villes plus petites, qui prennent contact pour la première fois et veulent également faire connaître et signer l'appel de Rouen. Morlaix, Bourg-en-Bresse, Jussac

dans le Cantal, Angers, Alençon, Bourges, Sens, Laval, Mayenne... pour en citer quelques-unes...

Un trimestre après son lancement, l'appel de Rouen est toujours l'occasion de nouveaux échos, de ceux, où qu'ils se trouvent, qui cherchent la voie du changement.



## Laissez faire les règles financières

• Delors et Chevènement s'opposent

au contrôle des investissements

**F**AUT-IL créer une « banque nationale d'investissements », qui aurait le contrôle, de façon centralisée, de l'ensemble de la politique de soutien aux entreprises, pour leur modernisation, pour en créer de nouvelles ? Dans la mesure où l'essentiel du crédit est nationalisé, cela semble de simple bon sens : tout ce qui assurerait une transparence de la réalité du capital et une prise de décision centralisée irait dans le sens de la démocratie et de l'efficacité. En effet, comment accepter les arguments sur « la compétitivité » quand règne le secret capitaliste ? Comment, de même, croire que « des accords banque par banque », en fonction d'une « spécialisation par branche », permettraient de prendre des décisions en toute connaissance de cause ? Comment oublier que les 145 milliards émis par les banques en 1982 ont permis aux patrons des profits en hausse avec 300 000 chômeurs de plus ?

Pour décider de l'organisation de l'économie en fonction des besoins, il faut connaître l'ensemble des possibilités et l'ensemble des besoins collectifs : le secret et l'éparpillement des décisions ne peuvent que faire le jeu des patrons qui, avec de telles règles, savent très bien faire passer dans la pratique leurs « critères de gestion », sous la forme de la recherche du profit capitaliste. On ne pourrait donc qu'approuver, de la part du PS comme du PC, tout ce qui irait vers une meilleure maîtrise de l'économie, dans des conditions favorables aux travailleurs.

**Delors :**  
« Vive la liberté des patrons. »

Les déclarations de Delors, au colloque socialiste des 18 et 19 décembre, sont donc sans ambiguïté : en s'opposant aux justes protestations de militants du PS rappelant que les projets d'il y a deux ans sont abandonnés, Delors donnait un seul argument. Il ne faut, selon lui, rien faire qui puisse gêner « la recherche du compromis social, fondamental,

selon lui, pour l'avenir du pays ».

Hypocrisie ou aveuglement ? Peu importe, le résultat est le même : le ministre de l'Economie défend le maintien des règles qui favorisent le pouvoir des patrons. Il y a en effet un tiers de l'industrie nationalisée ainsi que la quasi-totalité du système bancaire : c'était une mesure de simple justice pour qu'une poignée de quelques centaines d'hommes ne décide plus de l'avenir de dizaines de millions de travailleurs, de jeunes, de chômeuses et de chômeurs.

Au moment où la décision a été prise, les patrons craignaient le pire, pour le cas où une mobilisation de masse bousculerait l'état de grâce ». Ainsi, le *Journal des finances* du 9 juillet 1981 citait Lénine : « Il est dans la logique des nationalisations qu'elles s'accompagnent d'une planification et qu'elles en soient les instruments (...) et par les banques et la distribution du crédit on tient l'économie toute entière — Lénine avait déjà fait cette découverte il y a soixante ans —, et on peut l'orienter à son gré. »

Le seul espoir de cette presse patronale, qui semble se réaliser, était clairement indiqué : « Tout dépendra des hommes qui disposeront de cette puissance, de leur sens de l'intérêt national (...) Pendant combien de temps M. Delors pourra-t-il opposer la voix de la raison et du réalisme à ses collègues plus doctrinaires ou pressés d'arriver à leurs fins ? »

Aujourd'hui, la réponse est sous les yeux de tous : Chevènement, soupçonné alors de faire passer les analyses du CERES avant l'intérêt de la collaboration avec les patrons, soutient la même orientation que celle de Delors. Voilà donc les patrons d'autant plus exigeants qu'ils sont en partie rassurés. Mais voilà les militants du PS et du PC, comme tous les travailleurs, devant une triste réalité : les instruments de contrôle de l'économie existent, mais ils fonctionnent pour le meilleur profit des exploités. Au nom de la liberté, bien sûr : celle « d'entreprendre » pour les patrons ; et pas celle, pour les travailleurs, de vivre mieux.

P. R.

Rencontre nationale des collectifs

samedi 18 décembre

14H à Paris (Bourse du Travail) M<sup>o</sup> République

## PARTI SOCIALISTE

## «Utopistes et réalistes»

• Quand l'ex ministre JP Cot et Rocard se démarquent à «gauche» c'est que la politique du gouvernement passe mal

JEAN-PIERRE COT, ministre de la Coopération, démissionne ; quelques jours plus tard, lors du colloque sur les nationalisations, Delors rejette le projet socialiste d'une « banque nationale des investissements ». Et voilà que semble repartir, au sein de la direction du PS et du gouvernement, le débat entre « les réalistes » et « les utopistes », entre ceux qui voudraient rester fidèles au projet socialiste d'avant le 10 mai et les adeptes de la « realpolitik ».

La chose a l'air suffisamment importante pour que Mitterrand fasse savoir, à propos de la démission de J.-P. Cot, que ces débats n'ont guère de sens. Jospin, dans le même sens, déclare : « Entre le tout de l'utopiste et le rien du réaliste, il y a place pour avancer et agir. » Ainsi posé, le débat a l'air bien abstrait et littéraire ; mais il ne vient pourtant pas par hasard.

Il y a à présent de longs mois que, au nom de « l'environnement international », de « la crise », le gouvernement systématise une politique de gestion de l'ordre établi et de l'austérité. Cela ne va pas sans problème par rapport à la masse des travailleurs (voir le développement de l'abstention) et des militants du PS. Il en résulte des contradictions pro-

pres au niveau des sphères dirigeantes : que l'on se rappelle le départ de Questiaux qui, au sujet de la Sécurité sociale, se refusait d'être le « ministre des Comptes » ou, plus écelement les déclarations du Laignel, dirigeant national du PS, à propos de concessions aux patrons.

Pourtant, force est de constater qu'au-delà de telle ou telle prise de position purement verbale, aucun dirigeant du PS ne s'est risqué à proposer une autre voie que celle de l'actuel gouvernement. Qu'aucun d'entre eux n'a par exemple rappelé les thèses du PS de l'avant-10 mai sur la nécessaire « rupture avec le capitalisme », ou, plus simplement, ne s'est opposé de manière frontale au gouvernement : les avatars des débats sur l'amnistie des généraux OAS en sont le meilleur exemple.

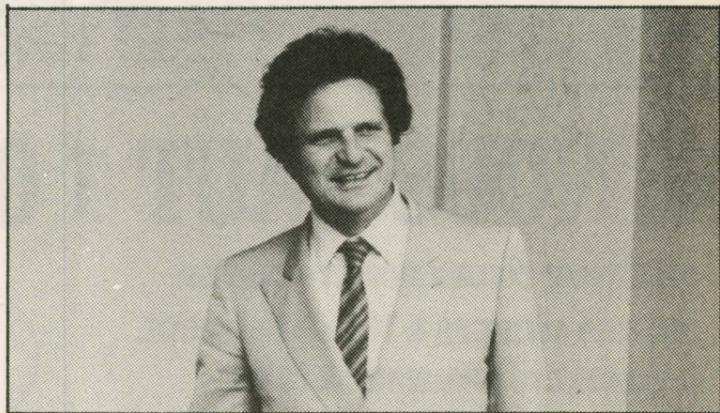
J.-P. Cot d'ailleurs aurait bien du mal à faire référence aux thèses de « la rupture avec le capitalisme » : c'est un rocardien particulièrement atlantiste, fasciné par les USA (voir encadré), et hormis des conflits mineurs avec Mitterrand sur les rapports avec quelques chefs d'Etat africains particulièrement dictatoriaux, il ne s'est en rien démarqué de la politique néo-coloniale que le nouveau président maintient en Afrique.

On a souvent expliqué que J.-P. Cot « était tombé à gauche ». C'est un signe des temps que ceux des dirigeants du PS qui veulent se « placer » pour les futurs débats au sein du parti se présentent comme « à gauche » de la politique gouvernementale. N'a-t-on d'ailleurs pas vu Rocard lui-même se permettre d'expliquer que J.-P. Cot défendait au ministère de la Coopération « les idées pour lesquelles le Parti socialiste tout entier avait combattu dans l'opposition » et que « grâce à lui, un souffle nouveau anime désormais la politique du ministère de la Coopération, là où elle était encore trop marquée par l'héritage néo-colonial ».

Au sein du gouvernement, des ministres comme Cheysson s'opposent à la vente d'une centrale nucléaire à l'Afrique du Sud, J.-P. Cot semblait partager la même opinion. Nous ne pouvons qu'appuyer de telles prises de position sans pour autant nous risquer à présenter Cheysson comme... « à gauche » !

« Utopistes » ou « réalistes », un débat en écran de fumée, mais qui pourtant cache mal les contradictions qui commencent à travailler le PS face à la politique de plus en plus « à droite » du gouvernement.

A. Artous



### « LE MODELE DE L'OCCIDENT :

En 1977, J.-P. Cot préfaçait un livre de Brzezinski, le principal conseiller de Carter, en écrivant : « L'Amérique doit redevenir le modèle de l'Occident. Elle ne doit pas avoir honte de ses valeurs, mais les proclamer. Elle doit opposer au monde communiste une autre conception du monde, à base de liberté, mais aussi de plura-

lisme et donc du respect du partenaire comme de l'adversaire... » On voit sur quel terrain se situe Cot : la défense d'une politique internationale qui se donne les apparences simplement d'être un peu moins musclée que celle de Reagan...

N'est-ce pas lui d'ailleurs qui, au moment de sa rupture avec Mitterrand et son ralliement à Rocard, trouvait les thèses militaires d'Hernu trop « neutralistes », pas assez atlantistes !

## Il faut refuser une politique néo-coloniale en Afrique

LE remplacement de Jean-Pierre Cot au ministère de la Coopération et le débat qui traverse le gouvernement sur l'éventualité de la fourniture de réacteurs nucléaires à l'Afrique du Sud ont mis en évidence l'importance de la politique africaine.

Dans ce domaine, l'héritage giscardien est très lourd. La France est un pays colonial et impérialiste qui dispose d'une zone privilégiée d'exploitation dans ses anciennes colonies d'Afrique noire. Les intérêts privés et publics français sont déterminants dans les principaux secteurs d'activité économique du Sénégal, du Gabon, de la Côte d'Ivoire, etc. Le carcan de la « zone franc », qui impose à ces pays un franc CFA à parité fixe avec le franc français et interchangeable avec les autres monnaies, constitue un élément déterminant du maintien du monopole français dans cette région.

### Le lourd héritage du giscardisme

Le Trésor français contrôle ainsi la planche à billets de ces Etats et supervise leurs relations commerciales. Paris gère donc directement les finances de ces pays, contribuant à l'équilibre de leur budget, payant les fonctionnaires locaux quand les caisses sont vides, etc. Tout cela illustre l'alliance privilégiée qui unit l'Etat français aux bourgeoisies néo-coloniales.

L'industrie française dispose d'un approvisionnement direct en matières premières agricoles et minières en provenance de ces néo-colonies africaines avec un taux de dépendance allant jusqu'à 99 % pour l'uranium, 85 % pour les phosphates, 42 % pour la bauxite, 29 % pour le fer, etc.

Mais l'Afrique néo-coloniale est aussi un marché privilégié pour les exportations françaises de biens de consommation et de biens d'équipement (machines-outils, véhicules...). Or, la plupart de ces pays sont classés parmi les plus pauvres du monde. Ils sont souvent au bord de la banqueroute financière. La loi de l'échange inégal réduit leurs ren-

trées en devises du fait de la diminution relative et régulière du prix de leurs matières premières exportées sur le marché mondial. Déjà sous Giscard, de multiples formules avaient été envisagées pour tenter d'atténuer les effets les plus désastreux de ces processus économiques, pour permettre aux classes dominantes locales de se maintenir au pouvoir et de continuer à disposer des liquidités financières nécessaires à leurs importations en provenance de la France.

Mitterrand se situa lui aussi d'emblée dans le cadre d'une politique de soutien aux industries d'exportation françaises. Toujours pour permettre aux pays semi-coloniaux de continuer à être de bons clients des entreprises privées françaises, il proposa deux types d'actions : une hausse, pendant le septennat, de l'aide publique au tiers monde de 0,3 % à 0,7 % du PIB (soit l'application des

recommandations de l'ONU en la matière), et des mesures de stabilisation des ressources des pays dominés par un maintien des prix de vente de leurs produits d'exportation.

### Aide aux exportations

Ces deux dispositions constituent en fait une subvention d'Etat aux exportations des entreprises privées de la métropole. L'aide publique est, en effet, le plus souvent conditionnée à la signature de contrats d'achats auprès des firmes françaises par les pays qui en bénéficient. Son augmentation constitue donc une nouvelle impulsion indirecte à ses exportateurs. Et l'on sait que cela garantit bien plus la hausse des profits des patrons de ce secteur que l'emploi.

Le second aspect de la politique gouvernementale s'éclaire à la lu-

mière du récent accord d'achat du gaz algérien à un prix supérieur au cours du marché mondial qui est loin d'être une rectification réelle de l'inégalité des termes des échanges. Tout d'abord, les sommes supplémentaires destinées à payer cette hausse du prix du gaz ont été imputées au budget de la Coopération et ne coûtent donc pas un sou, ni au capital ni à l'Etat français. En contrepartie, cette opération prévoit toujours l'engagement algérien à passer un certain nombre de contrats d'importation avec des firmes françaises privées. Cette mesure correspond donc finalement aussi à une subvention déguisée à l'industrie privée. Toute cette orientation accroît donc la dépendance financière (endettement) et technologique des pays dominés.

Si Paris voulait réellement innover dans le domaine des relations inégales entre les centres impérialistes et

les pays dominés, il faudrait d'abord qu'il commence par là où l'héritage impérialiste français est le plus lourd, dans les néo-colonies d'Afrique, en prenant des décisions unilatérales immédiates favorables à la lutte pour l'émancipation nationale des peuples.

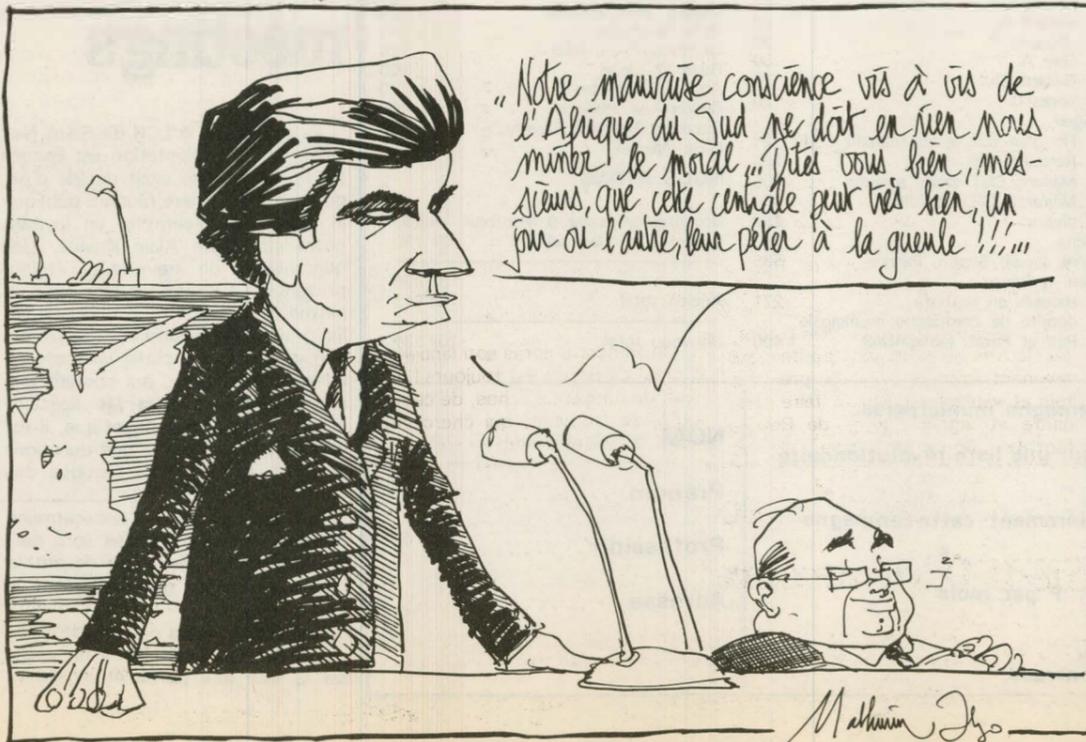
### Contre la logique impérialiste

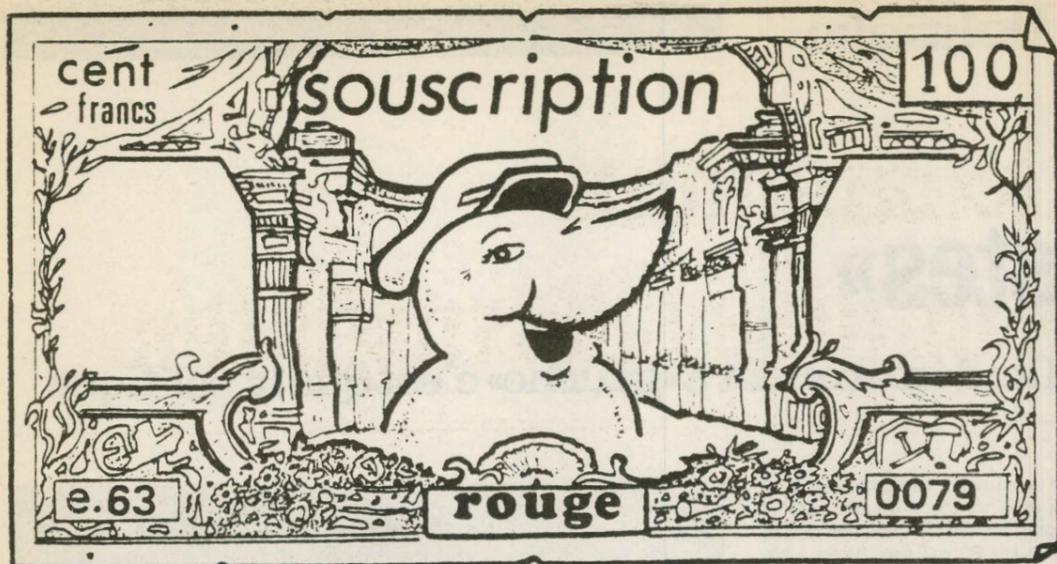
Les troupes et bases militaires françaises sont des obstacles à la mobilisation populaire dans ces pays et des appuis directs aux potentats locaux. Leur retrait et leur démantèlement immédiats s'imposent. Les accords de coopération militaire signés par de Gaulle dans les années 60, et toujours en vigueur, prévoient que la France entraîne, arme, encadre les forces répressives de ces pays. Dans l'opposition, le PS prévoyait la « renégociation » de ces accords. Ces accords devraient être déjà dénoncés.

Enfin au niveau économique, le dépérissement de la « zone franc » et la rétrocession des filiales africaines des banques nationalisées devraient être les objectifs d'un gouvernement soucieux de l'intérêt des peuples opprimés. Celui-ci pourrait immédiatement s'attirer la sympathie des peuples dominés en décidant, par exemple, la vente de ses produits manufacturés à un prix préférentiel pour les pays du tiers monde notablement plus bas que celui des autres puissances impérialistes. De nouveaux marchés s'ouvriraient sans doute pour l'industrie française. Mais une telle mesure, parce qu'elle rognerait sur les profits des patrons et non sur le budget de l'Etat, ne pourrait être envisagée qu'après la nationalisation des secteurs industriels clefs de l'industrie française et l'établissement d'un monopole d'Etat sur le commerce extérieur.

La logique d'exploitation et de profit du système capitaliste est telle qu'à ne pas vouloir la combattre, dans le cadre de l'hexagone, le gouvernement français en assume toutes les implications à l'échelle internationale.

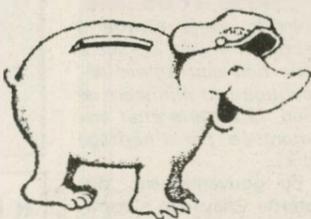
Vincent Kermel





# IL NOUS FAUT 1 000 000F

• L'argent commence à remonter, nous en sommes à 10% de l'objectif. Il y a encore beaucoup à faire



**Tout de suite, 10% de vos primes à la Ligue**

- 10 % : il s'agit simplement d'un point de repère pour que nos camarades aient une idée de ce dont a besoin la Ligue pour mener la bataille des municipales.
- 10 %, c'est ce que donnent à peu près les militants et les militantes de la Ligue sur leur salaire mensuel.
- 10 %, c'est plus que le superflu, c'est rognier sur le pouvoir d'achat des fêtes de fin d'année.
- 10 %, c'est garantir à la Ligue les moyens de sa politique.

## SOUSCRIPTION COLLECTÉE PAR LES CELLULES DE LA LCR

Paris 75		Télécoms	120	Perpignan	
Meeting fonction publique	670	Orléans		M. Mme Lambert, Collioure	500
RATP	50	JD	500	Section Perpignan	1 500
J. J. travailleur fonction publique	208,21	Précellule CEPEM	78	Aurillac	1 000
PTT Paris 10	90	Cellule CHRO	100	Pontoise	
SNCF Auster	500	Cellule SNCF	70	Martine	100
Une maman sympathisante de Romainville	100	Tours		José	100
Cellule BNP		Meeting LCR	326	Jean et Francine	200
Pour une radio libre aussi drôle que celle des anars	100	6 heures pour l'Amérique centrale	35	Anonyme Osny	200
Pour le droit de vote des immigré(e)s	50	Les amis buveurs...	11	Rainez	70
Lutter aux côtés des immigrés, des femmes, des jeunes, c'est lutter contre la division de la classe ouvrière	100	Cellule MAME	250	Ville	73,50
PTT RP	600	Cellule SNCF	170	Grenoble	
Ventes aux Puces	20	Quimper		Cellule Neyrpic-Merlin Gerin	
Section du Tarn		Cellules de Quimper	500	Jean-Paul et Héléne	200
Albi, Carmaux, Castres	1 300	deux lecteurs (trices) Rouge		Jacques B	50
Alès, Jean et Francis	500	St-Guénolé Robert et Nicole	100	Marie Claude C	100
Sarlat		Pierre, sympathisant		R. Jean Paul	200
Christian D.	100	St-Guénolé	30	Christian V	100
Jean-Louis L.	100	Marseille		Daniel et YvesP	100
André M.	100	Cellule banque		Alain	100
Jacqueline D.	100	une instit	100	Antoine	200
José F.	100	une assistante sociale	50	Gilles	200
FD 94		divers	500	Cellule Thomson	
Cellule LEP Vitry	307	Cellule Huveaune	100	Jean Michel	1 000
Cellule SNCF	100	Cellule SESCO Aix	100	Roland C	200
Montbéliard		Cellule SNCF	500	Ruth A	50
militants et sympathisants	250	FD 92		Catherine M	50
FD 93		Gennevilliers		Cellule enseignante	
Impôts 13*		Murielle, institutrice	100	Chantal	100
Jacques	150	Florida, institutrice	50	Anonyme	20
Claude	100	Colombes		Pour arrondir	0,50
Laurent	100	Philippe, ouvrier Hispano	500	SOUSCRIPTION REÇUE A MONTREUIL	
Michel	20	Florence, institutrice	100	Carcassonne, Jean-Luc	100
J. Travailleur SAT 13*	100	Christian, enseignant	30	Vierzon, Claude	200
Cellule impôts 93	775	FD 91		Paris, Paul	200
Encore le médecin progressiste du 93	300	Cellule CEV Bretigny		Cazals, Jules Fourier	120
LEP 93	250	Michel D.	90	Paris, anonyme	100
Sécurité sociale 93	40	Jacques P.	50	La Roche/Yon, Michel	120
		Gérard H.	10	Paris 17, Jean	500
		Jacques P.	20	Arcueil, anonyme	150
		Guy A.	30	Courbevoie, Philippe	100
		Gérard Ch.	20	Clermont-Ferrand, Thierry	100
		Louis D.	20	Paris, Michel	15 000
		Agen		NOUS AVONS :	
		Fin d'un pot après réunion CGT	25	Souscription reçue à Montreuil	16 690
		Retraitée OS chimie	100	Collectée par les cellules	21 236
		Militant CGT santé sociaux	100		
		Militante CFDT DASS	150		
		divers	150		
		Sens	150		
		Creil, Dédé, Simon, Patrice	535		
		Pau et Béarn			
		recueilli en octobre	271		
		comité de campagne municipale			
		Pau et Béarn (novembre)	1 400		

Je souhaite m'associer à la campagne municipales

Je suis prêt(e) à prendre place sur une liste révolutionnaire unitaire

Je m'engage à soutenir financièrement cette campagne

je verse ..... F

je verserai ..... F par mois (chèque à l'ordre de la LCR)

**A retourner à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil**

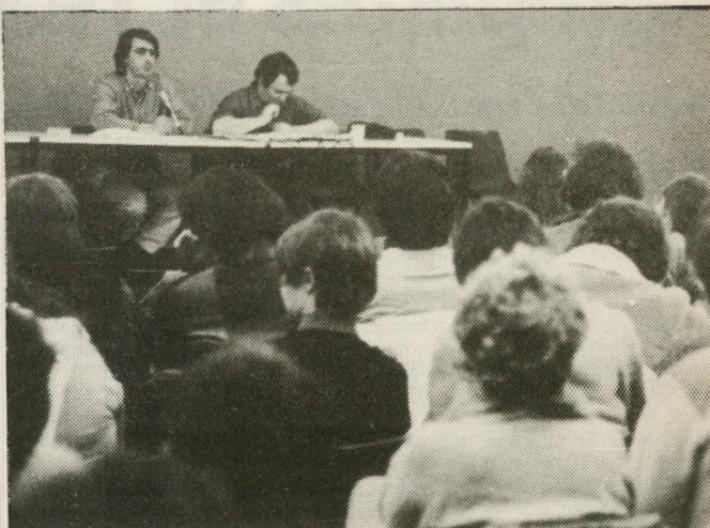
NOM .....

Prénom .....

Profession .....

Adresse .....

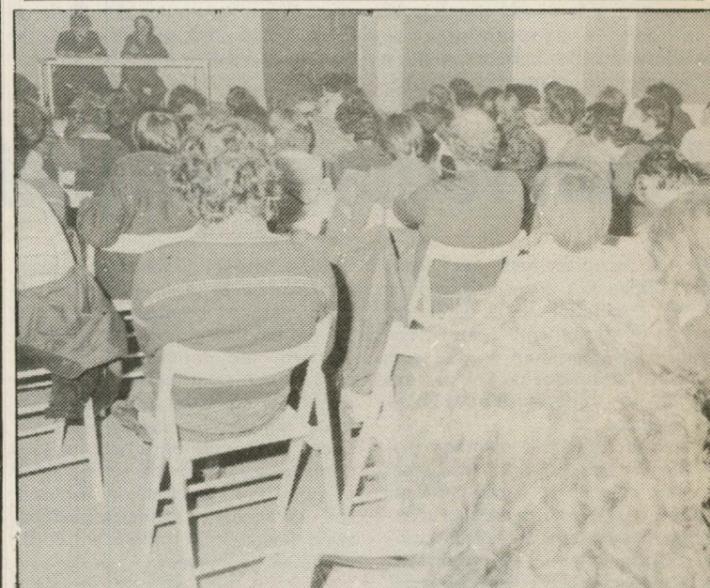
## VIE DE LA LCR



### REUNION DE TRAVAILLEURS DE LA FONCTION PUBLIQUE

120 travailleurs de la fonction publique se sont réunis jeudi 9 décembre à l'appel des cellules parisiennes du secteur. La perte du pouvoir d'achat, la titularisation au rabais et le projet de code de la fonction publique furent au centre

des discussions. Après l'exposé général, une camarade des Affaires sociales, un autre de l'Équipement firent le point des actions menées dans leurs secteurs. Une autre intervenante insista aussi sur la condition faite aux femmes employées dans ce secteur, où, là aussi, elles sont sujettes aux salaires les plus bas et aux emplois les moins qualifiés. L'engagement à l'action contre toutes ces attaques, et la nécessité de lever la chape de plomb des directions syndicales clôturait cette réunion.



### CONFERENCE OUVRIERE DES BOUCHES-DU-RHONE

La conférence ouvrière de la fédération LCR des Bouches-du-

Rhône a réuni 140 participants, des principales entreprises de la région, secteur public et privé. Une journée entière de débats centrés sur la situation économique et politique actuelle, les réponses de la LCR.

Des camarades de Lutte ouvrière, du PCMLF et du PCI avaient été invités à prendre la parole.

## meetings

La cellule de la LCR de Saint-Nazaire, dont l'implantation est encore faible sur la ville, avait décidé d'organiser sa première réunion publique le mardi 14 décembre, en invitant notre camarade Alain Krivine. Une quarantaine de travailleurs étaient présents. Le débat fut très riche et permit de faire un tour d'horizon sur les principales positions de notre organisation. Dans cette ville essentiellement ouvrière, qui connaît une lutte massive contre les licenciements à l'Alstom Atlantique, il est normal que l'essentiel des questions tournent autour de la tactique des

luttés et de la politique des syndicats. Avant ce meeting, notre camarade A. Krivine avait tenu une conférence de presse à Nantes et participé au journal de FR3.

**Mercredi et jeudi, la LCR tiendra trois nouveaux meetings pour s'adresser aux travailleurs de Longwy-Pompey et Metz.**

• Alain Krivine sera à Chambéry le mardi 21 décembre à 20 h 30.

MARSEILLE : Près d'une centaine de militants de la LCR se sont rassemblés le 14 décembre devant la bourse patronale pour dénoncer le

rassemblement des patrons de Villepinte. La LCR avait lancé un appel sur la ville aux partis et syndicats

pour une riposte unitaire qui est restée lettre morte. Cette initiative fut une nouvelle fois l'occasion de dénoncer l'allègement des charges patronales et le report du paiement du chômage sur les travailleurs, ainsi que la collaboration quotidienne du gouvernement avec le patronat.

## ELECTION PARTIELLE

# Vireux: 15% pour le candidat des antinucléaires et des sidérurgistes

**D**ES le premier tour, le candidat unique de la droite a été élu à Vireux-Chooz. Ce qui fait la joie de la presse de droite: « Les anticasseurs ont plébiscité l'opposition », titre ainsi le *Quotidien de Paris* du 14 décembre...

En réalité, ce « plébiscite » a la forme d'une abstention massive, égale à 45 % des voix. Qui aurait sans doute été moins forte si la plupart des travailleurs n'avaient pas cru que, comme chaque fois, l'élection se passerait en deux tours !

Cependant, une chose est nette, et appelle réflexion: la droite, qui avait fortement mobilisé, fait le plein de ses voix du premier tour de mars dernier. Le maire de Givet, en effet, soutenu par le RPR, rassemble 2 690 voix et additionne ainsi celles des deux candidats des dernières cantonales, dont un est mort tandis que l'autre ne se représentait pas.

A l'opposé, il manque au total 800 voix à gauche et à l'extrême gauche: 3 179 voix en mars dernier au premier tour pour le PS, le PC et Alain Lambert (classé antinucléaire et extrême gauche), et seulement 2 375 ce 12 décembre. Il est vrai que, quelques jours avant, les ouvriers d'Usinor-Vireux étaient sur leurs barricades et ont très peu fait de « campagne électorale »... Mais l'explication essentielle, hormis l'attente du second tour, doit être cherchée ailleurs, dans les flottements qui accompagnent des phénomènes de reclassement politique.

L'absence de mobilisation de l'électorat de gauche et d'extrême gauche recouvre des réalités bien différentes. A Vireux, par exemple, le PC perd 122 voix, le PS 163, tandis qu'Alain Lambert en gagne 130: la proximité de la lutte, qui se déroule

sur place, a facilité la compréhension, même si de nombreux électeurs PS ou PC ont préféré s'abstenir, au premier tour, plutôt que de voter directement pour un candidat marqué par une lutte dure contre les décisions gouvernementales tournant le dos aux promesses antérieures à mars 1981.

A Givet, à 15 kilomètres de là, avec 1 432 voix, la pression de la droite a été la plus forte: le PC perd 69 voix, le PS 85, Alain Lambert 155. A Aubrives, petite commune ouvrière, en revanche, le combat a été mieux compris: le PC fait 54 voix, le PS 33 et le candidat « extrême gauche » 59.

A Chooz, où quelques écologistes doivent avoir eu des craintes devant un candidat aujourd'hui très lié à la lutte des ouvriers, les résultats ne sont pas moins significatifs, et diamétralement opposés à la propagande du style *Quotidien de Paris*: la droite fait 113 voix, mais Alain Lambert en rassemble 107 tandis que le PC en fait 36 et le PS 29. Soit une majorité absolue contre l'opposition et un score tout à fait important pour le candidat classé antinucléaire et extrême gauche.

Après cette élection cantonale partielle, plus que jamais les problèmes d'orientation politique sont nettement posés: avec environ 15 % des voix, il s'affirme un courant « lutte de classe », opposé à une politique de collaboration avec le patronat. Mais, à l'évidence, il appartient à ce courant de savoir qui proposer à l'ensemble des travailleurs pour les entraîner à l'unité dans l'action: la quantité d'abstentions signifie nettement que, tout en ayant de la sympathie pour ceux qui



Affrontements entre policiers et sidérurgistes à Vireux

luttent vraiment, il est cependant très difficile de changer rapidement ses votes... Combien sont-ils, en effet, à avoir soutenu les actions dures des sidérurgistes, à s'être reconnus dans les thèmes de la campagne d'Alain Lambert, et à avoir, en fait, hésité à voter pour lui, au premier tour, contre leurs candidats traditionnels, même en partie déconsidérés ? Le vote du 12 décembre à Vireux et Chooz confirme donc les responsabilités du courant lutte de classe.

P. R.

	mars 82/1 <sup>er</sup> tour	mars 82/2 <sup>e</sup> tour	12/12/82
Droite	2 183		
	444	3 026	2 690
PC	1 251	2 938	970
PS	1 032		650
A. Lambert (1)	896		755
Votants	5 362	5 964	5 065

1. Alain Lambert, candidat présenté par le Comité antinucléaire de Chooz, soutenu par diverses organisations, dont la LCR, Lutte ouvrière et le PSU.

## TOULOUSE-SANOFI: une grève exemplaire

• Les travailleurs de cette entreprise nationalisée imposent une augmentation des salaires et le maintien de la clause de sauvegarde

Une grève exemplaire par son organisation démocratique, parce qu'elle s'est terminée par une victoire totale.

Elle a été animée par un syndicat CGT dont l'indépendance et les prises de position sont connues dans la CGT toulousaine. C'est ce syndicat qui était la boîte postale de la coordination CGT avec Solidarnosc, et qui dans le même temps recueillait des centaines de francs pour les syndicalistes turcs emprisonnés.

Nous avons interviewé deux délégués CGT de la SANOFI.

• Pouvez-vous présenter la SANOFI ?

— C'est la branche pharmaceutique d'Elf-Aquitaine à participation majoritaire de l'Etat (60 %). Elle emploie 10 000 personnes en France et 5 000 à l'étranger. Pour 1981 elle a réalisé un bénéfice de 26 milliards de centimes. SANOFI-Toulouse emploie 560 travailleurs dans trois services (recherche, production, distribution).

• Quelles sont les raisons de la grève ?

— La direction a supprimé l'échelle mobile (indexation mensuelle sur l'indice INSEE). A la suite des propositions de la direction à la sortie du blocage, nous constatons une perte du pouvoir d'achat, celle-ci ne proposant que 2 % pour les six derniers mois de l'année.

Les revendications de notre syndicat étaient 2 % d'augmentation en novembre, 2 % en décembre, ainsi qu'une clause de sauvegarde pour 1982. De même, nous revendiquons

une hausse du pouvoir d'achat pour les bas et moyens salaires.

• Quelles ont été les différentes étapes de votre lutte ?

— Notre lutte a duré plus d'un mois. Au départ, la CGT, la CGC et FO avaient défini une plate-forme commune de revendications. Après plusieurs débrayages, la CGC a accepté les propositions de la direction et FO s'est retiré du mouvement après que l'assemblée générale eut voté la grève reconductible avec occupation, le 15 novembre.

Le 15 novembre, la grève avec occupation, votée sur proposition de la CGT, est quasi totale (chaînes, service administratif, courrier bloqué, entrées et sorties de l'usine contrôlées).

• Comment s'organise la grève ?

— Il se tient chaque jour des assemblées générales qui sont seules habilitées à prendre les décisions sur la poursuite de la lutte, et sur les re-

vendications. Les négociations avec la direction sont sous le contrôle de l'assemblée générale. Cette forme d'organisation a permis au mouvement de se renforcer tout au long du conflit. De même, le personnel qui ne participait pas à l'occupation a signé une pétition demandant à la direction de négocier.

• L'Etat est majoritaire dans le groupe, quelle action avez-vous entreprise vis-à-vis du gouvernement, quelle fut son attitude ?

— Nous étions constamment en relation avec les différents ministres par télex (le télex de la direction que nous occupions). De même, après une intervention auprès de Mitterrand, celui-ci est intervenu auprès de ses ministres pour qu'ils œuvrent à la résolution du conflit.

Nous avons aussi pu rencontrer Auroux. Nous lui avons indiqué qu'il était impensable que le CNPF dicte sa loi dans le secteur nationalisé, et que celui-ci profite de certaines décisions du gouvernement pour s'attaquer aux travailleurs. Il en est ainsi de la circulaire interdisant l'échelle mobile, qui permet au patronat de s'attaquer au pouvoir d'achat.

• Quelle action de popularisation avez-vous engagée ?

— La presse écrite et orale, que nous avons harcelée de télex. La diffusion de tracts d'information sur les autres boîtes et l'organisation de

collectes. A ce sujet, nous avons eu affaire dans certaines boîtes à de grosses réticences de certains syndicats CGT, prétextant que c'était à l'UD d'organiser les collectes. Comme l'UD ne les prenait pas en charge, on pouvait attendre longtemps. Ceux-ci nous disant même qu'organiser les collectes après une semaine de grève « seulement », c'était prématuré ! Nous sommes cependant passés sur la radio CGT.

Nous étions en contact permanent avec les autres entreprises du groupe, qui ont envoyé des télex, exigeant de la direction qu'elle satisfasse nos revendications.

• Quelles appréciations portez-vous sur le résultat des négociations ?

— Nos revendications ont été satisfaites puisque le pouvoir d'achat sera maintenu pour tous, et augmenté pour les bas et moyens salaires. Mais autant que les revendications, l'unité et le renforcement du personnel gréviste autour de ses revendications sont des atouts importants pour l'avenir.

• En conclusion ?

— Les travailleurs ont montré que la lutte paye. Même s'ils n'ont jamais fondus la direction de SANOFI aux ordres du CNPF et le

gouvernement, cela ne les empêche pas de s'opposer aux différentes mesures d'austérité, qui sont autant de cadeaux au patronat, et de revendiquer de réelles mesures sociales: 35 heures, droits nouveaux, maintien et augmentation du pouvoir d'achat.

Correspondant.

## ANNEXE

Les accords :

- 2 % d'augmentation en novembre.
- 1 % en décembre.
- 2 % en janvier au titre de 1982.
- Avec une clause de sauvegarde : Plancher de 300 F: c'est-à-dire que si l'augmentation est inférieure à 300 F, il doit y avoir une rallonge jusqu'à cette somme. Ce qui permet une augmentation du pouvoir d'achat des bas et moyens salaires.

Ainsi, pour l'année 1982 :

un salaire de 4 000 F sera augmenté de	13,61 %
4 500 F augmenté de	12,71 %
5 000 F augmenté de	12,11 %
5 500 F augmenté de	11,55 %
6 000 F augmenté de	11,11 %
6 500 F augmenté de	10,72 %
7 000 F augmenté de	10,39 %
7 500 F augmenté de	10,11 %

Seul point d'ombre, le paiement des jours de grève. Deux sur onze seront payés. Les neuf autres seront retenus sur les salaires à partir d'avril et étalés sur... dix-sept mois.

# PRUD'HOMALES: AVERTISSEMENT POUR LE GOUVERNEMENT ET LES DIRECTIONS CONFEDERALES

**A**VEC près de 14 millions d'électeurs, les prud'homales 1982 ont rendu leur verdict, particulièrement attendu, dix-huit mois après le 10 mai. L'élan ouvrier qui porta le PS et le PC au pouvoir ne se retrouve pas dans les votes syndicaux. Au contraire: la progression des abstentions, le recul de la CGT, la stagnation des votes pour les syndicats ouvriers indiquent que la défiance à l'égard du gouvernement grandit.

La progression de la CGC et de la CFDT, la percée nationale du SNPMI montrent une bipolarisation à l'œuvre en profondeur dans les entreprises.

L'abstention progresse d'un million de voix par rapport à 1979. Elle affecte tous les syndicats ouvriers, et se manifeste particulièrement dans les grandes concentrations ouvrières (Lorraine, région parisienne, Lyon et sa région). De grosses entreprises voient un électeur préférer l'abstention à l'approbation d'un syndicalisme qui, depuis le 10 mai, s'est fait plus soutenu du gouvernement que défenseur des revendications ouvrières. Dans ces grands centres, CGT comme CFDT subissent cette abstention: les syndicats comme la CFDT ou la CGC ne récupèrent pas ces suffrages.

clin spectaculaire a de multiples racines. La CGT a opté sans le dire clairement pour un syndicalisme d'appoint, comptable de l'expérience gouvernementale en cours. Elle est un des syndicats du gouvernement et en subit les conséquences. Aussi a-t-elle préféré pénétrer dans le domaine de la gestion, des contre-plans, des propositions de production, au détriment de la défense des revendications ouvrières. Ceux qui en pâtissent, et qui sont touchés par la crise de plein fouet, lui ont fait sentir cette désertion du terrain syndicaliste indépendant et revendicatif. En témoigne son score chez les cadres, ou l'UGICT jouait le rôle de figure de proue dans la voie de la cogestion.

## La CGT perd 360 000 voix.

De même, l'abandon de la cause ouvrière en Pologne lui revient sous forme d'une lourde note à payer... C'est donc l'orientation du 41<sup>e</sup> Congrès qui est mise en cause, autant que sa pratique depuis trois ans. Comme Marchais, Krasucki est le secrétaire général du déclin et de l'échec.



qui subissent le chômage et l'inflation.

Force ouvrière ne récupère nullement le recul de la CGT ou la stagnation de la CFDT. Elle-même ne progresse que de façon négligeable (45 000 voix) malgré un effort de présence nationale sur les listes prud'homales. Elle peut cependant se vanter de percées importantes comme en Haute-Normandie, en Midi-Pyrénées ou dans le Nord-Pas-de-Calais où elle peut faire jeu égal avec la CGT ou la CFDT dans certains secteurs.

Les prud'homales 1982 opèrent ainsi un relâchement à l'intérieur des confédérations ouvrières. La CGT représentait plus de voix en 1979 que FO et CFDT réunies. Cette fois, les deux centrales dépassent la CGT en suffrages.

## La CFDT stagne et parfois recule.

Le rêve de cette direction, passer devant la CGT et devenir une « seconde gauche » plus « réaliste » que la première, ne devient pas réalité et n'est pas prêt d'être réalisé. Le coup de frein donné à la progression traditionnelle de la CFDT depuis Mai 68 est à mettre au compte d'une sanction identique à celle que subit la CGT. Dans une période de crise, un syndicalisme de cogestion ne saurait contraindre la grande majorité de ceux

## Une radicalisation à droite

La radicalisation à droite se manifeste par la percée nationale du SNPMI reconnu par le gouvernement après le 10 mai comme syndicat représentatif. Profitant de l'aubaine, Deuil et sa clique, au moyen de méthodes violentes, at-

tirent une partie des petits commerçants et des petits patrons, déçus du 10 mai, touchés par la crise, séduits par l'accent poujadiste du SNPMI. Ce courant n'est nullement folklorique. Il représente une frange patronale radicale, soucieuse de préparer un affrontement avec la classe ouvrière, en s'y prenant très tôt. Sa progression se traduira, par une multiplication d'opérations antigèves, ou anti-contrôleurs du travail.

Témoigne aussi de cette bipolarisation la progression de la CGC jusque dans certaines sections ouvrières employées. Se situant clairement dans l'opposition, l'organisation de Menu et Marchelli gagne ceux des cadres et des employés haut de gamme qui ont été rejetés par les syndicats ouvriers, qui ne voulaient défendre que les « bas salaires ». Les nouvelles solidarités gouvernementales les excluant, ils ont voté corporatiste, en votant pour la hiérarchie patronale contre la CGT, la CFDT ou FO.

Les centrales syndicales ouvrières, CGT, CFDT et FO, représentent avec la CGC et la CFDT la quasi-totalité des suffrages des prud'homales. Avis aux stratèges du déclin du syndicalisme ! Le recul de la CGT, la stagnation

de FO et de la CFDT ne justifient aucunement la moindre idée d'un contournement possible de ces organisations. L'abstention signifie qu'une place existe plus que jamais pour une alternative de lutte de classe au syndicalisme de dépendance à l'égard des partis au gouvernement. D'autant plus que la radicalisation d'un patronat regroupé dans le SNPMI ou dans le CNPF nécessite plus que jamais une réponse anticapitaliste à la crise dont seuls profitent ces patrons.

Les prud'homales montrent un électoral ouvrier instable: ces votes expriment la crise de direction des centrales syndicales, qui ne font plus la pluie et le beau temps dans les grands centres ouvriers. Aux syndicalistes unitaires de saisir cette chance et d'opposer aux directions syndicales vieillissantes une alternative globale.

Pages réalisées par Jean Lantier et Florent Arnault

	1982		1979	
Inscrits	13 547 411		12 323 163	
Votants	7 939 334		7 784 400	
Exprimés	7 642 557		7 517 156	
Abstentions	41,39 %		36,8 %	
CGT	2 813 458	36,81 %	3 188 036	42,4 %
CFDT	1 796 641	23,50 %	1 737 383	23,1 %
FO	1 359 126	17,78 %	1 313 309	17,4 %
CFE	647 169	8,46 %	523 294	6,9 %
CGC	737 064	9,64 %	390 933	5,2 %
FMSOA	17 343	0,22 %	10 294	0,1 %
FNAC				
Divers	47 386	0,62 %	82 559	1,0 %
UFT	84 388	1,10 %	78 388	1,0 %
CAT	9 108	0,11 %		
ALS			192 860	2,5 %

## LES GRANDES CONSULTATIONS SOCIALES DEPUIS LA LIBERATION

	ELECTIONS A LA SECURITE SOCIALE				COMITES D'ENTREPRISE		PRUD'HOMES	
	1947	1950	1955	1962	1978-1979	1979	1982	
C.G.T.	59,27	43,5	43	44,3	36,7	42,4	36,81	
C.F.D.T.	26,36	21,3	20,9	20,97	3	23,1	23,50	
C.F.T.C.					3	6,9	8,46	
C.G.C.					10	17,4	17,78	
FO		15,2	16,2	14,73	6,25	5,2	5,2	
C.S.L.					1,23	2,8***	1,71	

\* Aux élections de 1947, FO n'était pas encore constituée.  
\*\* La C.G.C. n'a présenté de candidats aux élections à la Sécurité sociale qu'en 1962.  
\*\*\* En 1979, la C.S.L. avait fait « alliance » avec d'autres syndicats autonomes.



## LES PRUD'HOMALES VUES PAR KRASUCKI ET PAR MAIRE

LES résultats prud'homaux ont un autre visage vu par les secrétaires confédéraux des organisations ouvrières.

Henri Krasucki explique « le rassemblement des voix de la CGT » par « le mécontentement d'une partie des travailleurs envers le gouvernement ». Cette explication mérite quelques commentaires. C'est en effet un aveu de taille que d'affirmer: le vote CGT ou la perte des voix CGT se confondent avec une approbation ou une sanction de la politique gouvernementale. Cela veut dire que la CGT est bien perçue, le secrétaire général le dit lui-même, comme un syndicat comptable des mesures gouvernementales, un syndicat soutien du gouvernement. Sur cette ligne, la CGT va à l'échec. Krasucki précise: « Le vote des prud'homales s'adresse d'abord à ceux qui tiennent le volant. Les travailleurs ont voulu dire: le pouvoir d'achat ça ne va pas, la protection sociale ça ne va pas, certains changements ne se font pas assez vite... »

Ainsi, un vote sur liste syndicale, un vote pour la CGT, ou une abstention, ça n'est pas pour ou contre la CGT mais pour ou contre le gouvernement. Un syndicaliste digne de ce nom aurait dit: « Le vote CGT c'est le vote pour la défense du pouvoir d'achat, pour que le changement ait lieu. » Pour Krasucki, ne pas voter CGT signifie tout sauf un vote sanction contre sa propre orientation... Un peu trop com mode, non ?

Si ne pas voter CGT signifie un mécontentement à l'égard du changement, des salaires, c'est bien que la CGT ne fait pas assez pour les salaires et le changement... Pas du tout, dit

Krasucki: tout cela nous passe au travers et s'adresse à Maitignon et à l'Elysée. Et il conclut au Club de la presse d'Europe 1 le 9 décembre: « Nous disons aux travailleurs: attention, ce n'est pas le bon moyen. » Il paraît de l'abstention... La CGT avait mené campagne sur un thème neutre: « Vous n'êtes pas d'accord à 100 % avec la CGT, la CGT vous défend à 100 % ». Il semble que ce slogan n'ait pas fait recette puisque 360 000 travailleurs ont estimé que sur les salaires et l'emploi, ni la CGT ni le gouvernement que soutient la CGT n'en faisaient assez.

En somme, la direction de la CGT refait le coup de la Pologne. En décembre 1981, elle disait au PS qu'il ne fallait pas affaiblir la CGT, car le gouvernement aurait besoin, par-delà les événements de Pologne, d'une CGT forte pour faire face au mécontentement. Quand, en décembre 1982, ce mécontentement s'exprime, et notamment au détriment de la CGT, la direction confédérale dit au gouvernement: « Vous voyez, c'est votre faute. » Cela s'appelle du ping-pong, cela s'appelle renvoyer la balle. Mais ce n'est en rien tirer un bilan sérieux de l'échec de la CGT à ces élections.

Il revient aux syndicalistes unitaires de montrer l'impasse dans laquelle Krasucki entraîne la centrale syndicale, en soutenant un gouvernement qui pratique l'austérité de gauche, et ce faisant en remisant les revendications ouvrières.

Côté CFDT, Maire se satisfait de bien peu. Il ose affirmer, le 9 décembre, que le score CFDT montre que « les orientations de la CFDT sortent confortées, et nous les accentuerons ». Voilà un autre Krasucki à l'œu-

vre. Un échec patent pour Maire vaut une victoire éclatante. N'a-t-il pas remarqué le score lorrain de sa centrale, et son recul qui accompagne souvent celui de la CGT ? N'a-t-il pas remarqué que ses 58 000 voix supplémentaires viennent plus du plus grand nombre de candidats que d'une progression cédétiste ? N'a-t-il pas vu que la CFDT subit l'abstention et le recul dans nombre de grands centres ouvriers ?

Et n'a-t-il pas vu l'écart avec les résultats aux élections de CE ? Qu'importe, dit Maire, nous avons « changé notre syndicalisme pour l'adapter aux petites et moyennes entreprises ». La baisse dans les grandes concentrations ouvrières, somme toute, est normale, puisque la CFDT s'adressait aux travailleurs des PME ! Krasucki n'aurait pas trouvé mieux... Il est évident que le recensement est une ligne qui fait stagner et régresser la CFDT. Maire semble avoir la tête dans les

étoiles, et préfère rêver au temps futur où sa centrale sera la première, devant la CGT et... le PC. C'est une interprétation du déclin historique du PC qui présume une longue attente...

Aux syndicalistes lutte de classe de tirer le bilan réel de ce scrutin. Les chevaliers de la cogestion, des nouvelles solidarités, ont mordu la poussière. Sur cette ligne, CGT et CFDT ne font pas recette. Il y a place pour une alternative à ces directions qui conduisent le syndicalisme ouvrier dans l'impasse. Elle s'est manifestée au 39<sup>e</sup> Congrès CFDT, elle est présente dans la CGT. Elle doit prendre une place plus grande encore, car chaque fois, lors de ses apparitions, elle a correspondu à une aspiration de masse.

Cette fois, le mécontentement social grandit, sans que les directions confédérales y répondent. Aux syndicalistes unitaires de la faire.

J. L.

## Quelques chiffres du recul de la CGT

La CGT dépassait les 50 % dans trente départements en 1979. Elle ne les dépasse que dans six dorénavant. Notamment, dans le Nord Pas-de-Calais, en Seine Maritime, dans l'Isère et les Bouches-du-Rhône, elle passe sous la barre fatidique.

La CGT perd dans ses bases les plus faibles:
 

- Alsace 21,1 % (6 points par rapport à 1979);
- Pays de Loire 28 % (-3,1 points par rapport à 1979);
- Basse Normandie 27,7 % (1,5 point par rapport à 1979).

 La CGT perd dans ses bases les plus fortes:
 

- Limousin -5,1 points;
- Champagne -8 points.

Alors qu'en 1979 la CGT avait la majorité absolue dans l'industrie, devançant largement la CFDT et FO, elle perd 5 points et régresse à 44,9 %, soit une perte de 250 000 voix.

Ces pertes sont particulièrement marquées dans les grandes concentrations:
 

- moins 8 points en Lorraine;
- moins 6 points dans le Nord.

 La CGT perd près de 20 % de ses voix en Ile-de-France où sont concentrés un quart des inscrits.

En 1979, CGT = 3 188 036 voix. En 1979, FO + CFDT = 3 050 692 voix. En 1982, CGT = 2 813 458 voix. En 1982 FO + CFDT = 3 155 767 voix.

## LA CSL ? UNE BONNE CLAQUE AUX PETITES MAUVAISES ODEURS...

La CSL, syndicat patronal et fascisant, obtient un bel échec, ce qui réjouit tout le monde ouvrier.

En 1982, elle obtient sous son sigle 70 044 voix, ce qui est énorme pour ce syndicat en chemise brune, mais bien peu au regard de ses espérances.

En 1979, la CSL (ex-CFT) avait obtenu 116 693 voix. Cette chute, c'est, bien sûr, moins bien que sa disparition complète — ce que chacun à Citroën ou à Talbot souhaite — mais c'est quand même réjouissant.

A bientôt, pour sa liquidation totale...

## RESULTATS DES ELECTIONS DES COMITES D'ENTREPRISE DE 1966 A 1981

(répartition en % des suffrages exprimés, tous collèges réunis)

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
C.G.T.	50,8	45,0	47,9	40,9	46,0	43,3	44,1	40,8	42,8	38,1	41,5	37,4	38,5	34,4	36,5	32,0
C.F.D.T.	19,1	17,7	19,3	18,2	19,6	18,9	18,9	19,7	18,7	19,4	19,1	20,2	20,4	20,5	21,3	22,3
C.G.T.-F.O.	8,0	7,5	7,7	7,0	7,3	7,6	7,6	7,7	8,3	8,4	9,3	9,0	10,0	9,7	11,0	9,9
C.F.T.C.	2,4	2,1	2,9	2,7	2,7	2,1	2,6	2,6	2,7	2,6	2,7	3,0	2,7	3,1	2,9	2,9
C.G.C.							5,6	5,1	5,3	5,7	5,3	5,4	6,6	5,8	6,0	6,1
Autres syndicats...	3,5	3,9	5,4	5,9	7,0	9,1	7,1	5,2	6,5	6,1	7,0	5,7	5,8	4,8	5,0	4,1
Non-syndiqués...	12,0	19,9	11,7	20,4	11,9	17,0	14,1	19,0	15,7	19,0	14,6	18,8	16,3	21,2	16,8	22,2

(Source: ministère du Travail)  
Les élections aux comités d'entreprise se déroulent tous les deux ans. Les années paires (ou impaires) peuvent être comparées entre elles.

## La percée du S.N.P.M.I. dans le collège « employeurs » des prud'homales.

REGIONS	ABSTENTIONS	INDUSTRIE				COMMERCE	
		ACT. (1) CNFF/CGPME	S.N.P.M.I.	C.N.P.F.	S.N.P.M.I.		
ALSACE	5	5	5	5	5	5	
AQUITAINE	54,98	75,36	24,63	94,97	5,82	5,82	
AURILLIENNE	46,54	58,89	28,98	74,44	15,97	15,97	
BOURGOGNE	47,63	46,82	42,97	74,82	9,89	9,89	
BRETAGNE	55,57	100		55,57			
BRIQ	50,78	51,47	44,06	58,96	35,11	35,11	
CENTRE	45,20	78,40	21,39	90,10	9,89	9,89	
CHAMPAGNE-ARDENNE	45,30	93,20	6,79	100			
CORSE	50,10	100		50,10			
FRANCHE-COMTE	47,65	86,20	10,06	96,34	3,25	3,25	
LANGUEDOC-ROUSSILLON	52,60	92,15	7,84	96,23	3,15	3,15	
LORRAINE	46,37	58,81	41,18	63,14	36,85	36,85	
LIMOUSIN	49,39	49,88	36,11	92,81			
MIDY-PYRENEES	49,61	64,47	28,85	81,52	9,80	9,80	
NORD-PAS-DE-CALAIS	44,47	55,36	44,63	100			
NOUVELE-AQUITAINE	49,73	100		49,73			
HAUTE-NORMANDIE	51,38	88,59	11,40	100			
PAYS-DE-LA-LOIRE	50,80	62,70	24,71	74,83	45,95	45,95	
PICARDIE	38,30	66,41	33,58	76,23	21,11	21,11	
POITOU-CHARENTAIS	50,60	62,70	24,71	74,83	16,39	16,39	
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	58,30	98,84	1,15	100			
RHONE-ALPES	53,49	62,60	34,82	62,71	15,54	15,54	
ILE-DE-FRANCE	52,60	56,74	43,13	74,84	31,15	31,15	
SEINE-SAINT-DENIS	49,76	64,72	35,27	79,79	21,20	21,20	
SEINE-SAINT-DENIS	57,10	50,50	31,16	100			
ESSONNE	59,66	54,28	44,71	80,16	19,83	19,83	
HAUTES-SEINES	58,80	58,80	39,19	100			
VAL-DE-SEINE	58,40	58,02	49,97	57,14	42,85	42,85	
VAL-DE-MARNE	55,00	45,56	54,63	100			
VAL-DE-LOIRE	51,62	48,42	51,57	100			
PAYS-DE-LA-LOIRE	65,76	59,34	40,65	50,97	43,02	43,02	

(1) Action pour la défense des droits des employeurs (ACT), regroupe notamment le C.N.P.F., la C.G.P.M.E. et la F.N.S.E.A.

# Hernu prépare un nouveau modèle d'armée de terre pour mieux servir la bourgeoisie !

**L**a publication la semaine dernière des rapports secrets des trois chefs d'état-major sur la future loi de programmation militaire 1984-1988 a eu le mérite de mettre en lumière les projets de réorganisation des armées jusqu'alors plus ou moins dissimulés. Nous avons déjà souligné la semaine dernière combien il était dangereux de procéder par approximation pour apprécier ce qui se trame, rue Saint-Dominique, au ministère des Armées. Il n'y a pas aujourd'hui de rébellion généralisée des états-majors des trois armes contre la politique gouvernementale. Seule une analyse superficielle peut conduire à pareilles conclusions. En revanche, il est clair qu'une bataille d'ampleur est engagée autour de la réorganisation projetée de l'armée de terre et que c'est sur ce plan que beaucoup

de choses vont se jouer dans la prochaine période.

## L'enjeu

Le gouvernement tient beaucoup à inscrire dans les faits « son nouveau modèle d'armée de terre ». La droite et l'essentiel de l'état-major de l'armée de terre se trouvent en porte-à-faux parce qu'ils peuvent être séduits par bien des aspects du projet gouvernemental mais ils craignent par-dessus tout de « perdre des plumes » dans l'affaire, en terme de postes de commandement de cette arme notamment. Dans l'affaire des fuites, c'est ce qui a permis à Charles Hernu d'expliquer que les positions du général Delaunay n'étaient plus ce qu'elles avaient été. Quant à la classe ouvrière, elle se

trouve confrontée à un nouveau perfectionnement de l'outil de guerre civile de la bourgeoisie, initié cette fois par un ministre socialiste.

L'armée de terre occupe une place particulière dans le dispositif militaire. C'est d'abord à elle que songeait jadis le ministre Galley lorsqu'il voyait dans l'armée « le dernier rempart de la société libérale ».

C'est aussi l'arme qui enrôle le plus grand nombre d'appelés. C'est encore de loin l'arme la moins technique. Mais c'est surtout celle qui offre « les plus vives résistances au changement », comme le soulignait récemment Georges Sarre. La raison en est simple : les giscardiens y avaient installé leur quartier général sur la base de la réforme très politique de 1976 qui consacrait cette arme comme glaive de la contre-révolution. Or, les mêmes hommes sont restés en place : ils ont nom Lacaze, Delaunay et bien d'autres.

Depuis dix-neuf mois, le gouvernement a pratiqué une tactique d'encerclement et il entend maintenant porter l'estocade finale à la faveur de la réorganisation envisagée par Hernu. De ce fait, l'opération des « fuites » apparaît comme un petit chef-d'œuvre de « désinformation », car elle embrouille les pistes, dissimule les enjeux réels et permet aux principaux bénéficiaires de ce « coup » de pouvoir se prévaloir d'une unité des états-majors qu'ils savent cependant factice. C'est pourquoi d'ailleurs, l'hypothèse avancée par certains d'une manœuvre préparée par un courant du Parti socialiste ne tient pas la route. Nous l'avons dit et écrit dans la logique de toutes nos analyses depuis de longs mois, c'est du côté du chef d'état-major, Jeannou Lacaze, et du centre d'opposition giscardien au gouvernement que constitue l'état-major de l'armée de terre qu'il faut chercher.

Des déclarations de Charles Hernu devant le conseil supérieur de l'armée de terre il ressort la volonté affichée par le ministre de « renforcer la mobilité, la polyvalence, la rapidité d'action et la puissance de feu de l'armée de terre en modifiant son organisation et son déploiement actuels ». Pour ce faire, à l'organisation actuelle sous commandement unique seraient substitués quatre grands commandements sous l'autorité beaucoup plus directe du pouvoir politique.

## Le projet d'Hernu

1) Les forces nucléaires tactiques — actuellement cinq régiments d'artillerie nucléaire dotés du missile Pluton — seraient regroupées sous le commandement du chef d'état-major, lui-même directement aux ordres du président de la République. Le remplacement en 1991 du Pluton, d'une portée de 120 kilomètres, par le missile Hades, d'une portée d'environ 350 kilomètres, conférerait à ces forces un rôle militaire majeur. Elles seraient censées atteindre à partir du territoire national des objectifs situés en République démocratique allemande. Il s'agit là de l'un des éléments essentiels d'un dispositif à « vocation européenne » susceptible de permettre à la France d'offrir à ses alliés européens un début d'alternative au « parapluie » nucléaire US.

2) Un grand commandement des forces d'action et d'assistance rapide (FAAR) serait constitué, là encore sous l'autorité directe du chef de l'Etat. Cela correspond aux responsabilités accrues de l'impérialisme français à l'échelle internationale. L'augmentation du nombre d'hommes disponibles et la dotation des unités concernées en matériel lourd pour ces missions guident ici les choix du gouvernement.

3) Le corps de bataille blindé et mécanisé serait maintenu « dans sa

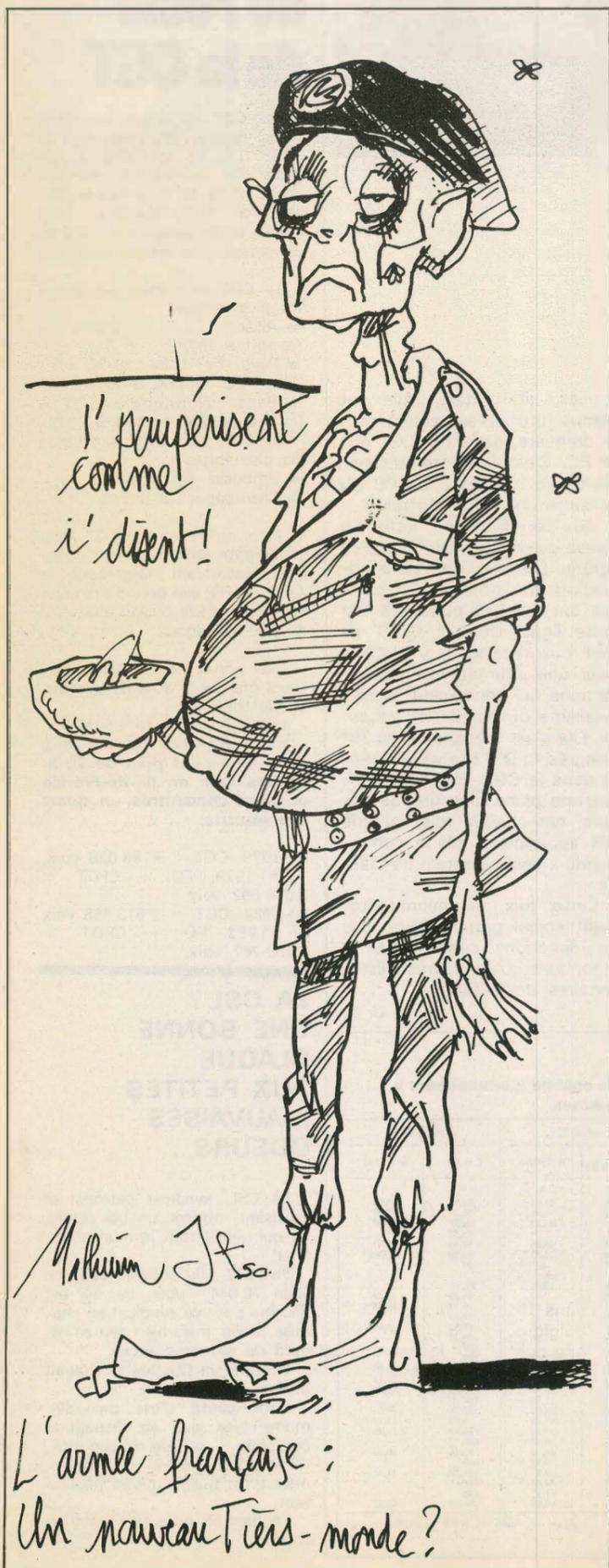
fonction de second échelon des forces de l'Alliance atlantique ». Mais, privé des régiments d'artillerie nucléaire et touché par une déflation significative des effectifs, son rôle militaire serait d'évidence réduit. Cela correspond d'abord à une inflexion nette de la politique gouvernementale qui ne limite plus l'horizon des menaces principalement à la frontière nord-est du pays. Cela correspond ensuite à des doutes inavouables quant à la capacité de ces forces à « maintenir l'ordre » en temps de crise. Significatif est à cet égard la relativisation complète du rôle sur ce registre dévolu par la réorganisation de 1976 au 3<sup>e</sup> corps d'armée en région parisienne.

4) La gendarmerie, renforcée par des forces de mobilisations réorganisées, serait chargée de tout ce qui concerne la défense opérationnelle des points sensibles. La lutte contre « l'ennemi intérieur », relais de l'ennemi extérieur, se verrait affecter des moyens beaucoup plus importants.

## Un renforcement du dispositif militaire de la bourgeoisie

Cette politique, c'est peu contestable, n'a pas d'autre fonction que de servir au mieux les intérêts de la bourgeoisie. Elle est à 100 % bourgeoise et réactionnaire. Que les généraux giscardiens s'y opposent, que la professionnalisation voulue par Giscard recule à cette occasion ne change rien à la nécessité de combattre ce nouveau renforcement du dispositif militaire anti-ouvrier et impérialiste de la bourgeoisie. Que ce soit le gouvernement issu du 10 mai qui l'initie ne saurait faire oublier la réalité des faits et la nocivité des projets qui sont mis au point depuis quelques mois dans le secret des délibérations des conseils de défense et autres réunions d'état-major.

Jean-Louis Michel



## Des soldats s'adressent aux soldats, aux jeunes et aux travailleurs

A l'issue d'une journée de débats fructueux à la Bourse du Travail à Paris, la réunion nationale du 11 décembre du collectif de campagne des soldats a adopté le texte que nous publions ci-dessous. De partout, des garnisons d'Allemagne au camp de Canjuers, des garnisons de l'Est de la France à celles du Sud-Ouest en passant par celles de la région parisienne, c'est la même exigence qui se manifeste de voir satisfaites les revendications des soldats. « Le sentiment de se sentir fort parce que nous sommes ensemble et que derrière nous il y a des milliers de copains », c'est ainsi que l'un des soldats présents résumait son impression.

V. A.

Le Collectif national de campagne des soldats a tenu le 11 décembre 1982 une réunion nationale afin de faire le point sur le développement de la mobilisation des soldats autour de la pétition signée aujourd'hui par plus de 7 000 d'entre nous.

Forts de cet appui massif exprimé par les soldats, nous réaffirmons plus que jamais nos revendications :

— six mois pour tous comme promis ;

— droits démocratiques dans les casernes (liberté d'expression, de réunion, d'organisation, conditions nécessaires pour défendre nos droits et notre dignité).

A ce titre, nous prenons note des récentes déclarations du gouvernement visant à rallonger pour certains le service national à seize, vingt mois ou même jusqu'à trois ans. Ceci s'oppose clairement aux revendications que nous n'avons cessé de mettre en avant, à l'aspiration des jeunes, sous l'uniforme ou non. Et la rallonge du service national ne saurait en aucun cas être justifiée par la formation mili-

taire qui peut largement se faire en six mois : nous savons tous qu'elle se fait très souvent en six mois. Le gouvernement le sait bien puisque des soldats ont été envoyés au Liban après seulement quatre mois d'armée. Rien ne s'oppose donc à la réduction du service à six mois comme F. Mitterrand l'avait promis au moment de l'élection présidentielle. La rallonge du service national ne peut qu'introduire une inégalité profonde, les jeunes les plus défavorisés étant les plus intéressés par la prétendue formation professionnelle offerte par l'armée. Cette formation peut et doit se faire hors de l'armée.

Quant aux libertés démocratiques, force est de constater qu'il y a deux poids deux mesures. Quand il s'agit de généraux, ils s'expriment dans la presse. Les fuites aidant, ils contestent ouvertement l'orientation du gouvernement. A l'opposé, quand les soldats réclament l'application de promesses électorales, ils risquent la répression comme les membres du collectif ont pu en faire la triste expérience. Pourtant, au même moment, les généraux putschistes,

membres de l'organisation fasciste OAS au moment de la guerre d'Algérie, sont réintégrés dans les cadres de l'armée.

En ce sens, la loi de programmation militaire qui sera discutée au printemps 1983 concerne l'ensemble de la jeunesse, sous l'uniforme ou non, l'ensemble des organisations démocratiques et ouvrières. C'est la raison pour laquelle nous leur lançons un appel pour obtenir leur soutien et envisager des actions communes.

Nous avons aujourd'hui plus de 7 000 signatures. Nous avons à ce titre été reçus par les groupes parlementaires du PS et du PC lors de la discussion du budget militaire au Parlement.

Cela n'est pas encore suffisant, il faut aller plus loin :

— Il faut atteindre et dépasser les 10 000 signatures.

— Il faut s'organiser autour de la pétition dans nos unités et s'adresser à tous les soldats pour qu'ils la signent.

— Il faut proposer dès maintenant une rencontre nationale de soldats au printemps 1983.

Nous appelons l'ensemble des soldats à rejoindre le combat du collectif.

Signe et fais signer la pétition !

**COLLECTIF NATIONAL DE CAMPAGNE**

F. Castaing  
28, rue de la Gaîté  
75014 Paris

## TURQUIE

## La dictature en complet-veston

• Les procès d'opposants, se multiplient. Depuis le 18 octobre, les dirigeants d'une organisation d'extrême gauche comparaissent devant le tribunal d'Ankara

DEPUIS le 7 novembre dernier, la Turquie a une nouvelle Constitution, « approuvée » par plus de 90 % des électeurs. Celle-ci consacre l'accession du général Evren à la magistrature suprême pour sept ans et lui donne toutes les prérogatives d'un monarque absolu. La junte militaire qu'il dirige va maintenant prendre le nom de Conseil présidentiel. Toutes les libertés sont en principe garanties. Sous condition toutefois de ne pas porter atteinte à la sécurité du pays, ou à l'ordre public, ou aux principes de Mustapha Kemal Atatürk, ou à l'exécution des ordres donnés en haut lieu, ou à l'interdiction de publier des informations ou commentaires inopportuns, etc.

Avec le dernier référendum, les militaires au pouvoir depuis septembre 1980 ont d'abord voulu se donner une légitimité internationale. « Le taux des oui en faveur de la Constitution réduira au silence certains de nos "amis" européens », expliquait froidement, quelques jours avant le scrutin, Kenan Evren. A en juger par la réaction du ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, qui s'est empressé de plaider la « normalisation » des relations avec Ankara, cet objectif est en voie d'être atteint.

On le sait, en deux ans, tous les suspects d'opinions subversives ont été incarcérés. Les chiffres officiels parlent eux-mêmes de 106 446 détenus politiques. Cent onze peines capitales ont été prononcées et vingt et une

d'entre elles ont été appliquées. Il y a aujourd'hui fort à parier que la répression va redoubler, en profitant du succès obtenu par la dictature.

Le 18 octobre a commencé à Ankara le procès de 574 membres de l'organisation d'extrême gauche Devrimci Yol. Le procureur militaire a requis 186 sentences de mort. Ce procès n'est sans doute pas le plus spectaculaire. Pas moins de 10 000 militants et sympathisants de Dev-Yol ont, jusqu'à ce jour, été traduits devant divers tribunaux et 1 300 peines capitales ont été demandées. Mais c'est à Ankara qu'est jugée la direction centrale de ce mouvement qui était l'un des plus influents de l'extrême gauche turque avant le coup d'Etat.

Le procès des dirigeants de Dev-Yol met une nouvelle fois en lumière le rôle des « groupes antiterreur », ces unités spéciales fondées par le régime pour traquer les opposants et leur extorquer le maximum de renseignements. Le plus célèbre d'entre eux est incontestablement le groupe DAL — équipe d'interrogatoire relevant tout à la fois de la préfecture de police d'Ankara et des services secrets (MIT) —, qui a établi ses quartiers à l'école de police Yusuf Kahraman, dans la capitale.

C'est le groupe DAL qui a notamment été chargé de torturer les dirigeants de Dev-Yol. Ses méthodes sont connues. « Aussitôt après leur arrestation

par la police, les suspects sont emmenés au DAL, les yeux bandés », indique un dossier établi par l'Association des travailleurs de Turquie. « Ensuite on les enferme dans une cellule où ils doivent se tenir sur un pied, le bout des doigts au mur à 45 degrés, sans eau, sans sommeil, sans nourriture. Après, ils sont livrés à la première équipe d'interrogatoire. » C'est alors le cycle infernal : décharges électriques accompagnées de douches froides ou de neige, pendaisons, etc. Nasuh Mitap, membre du comité central de Dev-Yol, rendait ainsi compte de ses souffrances au mois de février : « La torture existe en Turquie. C'est à cause de la torture que je suis devenu invalide. J'ai une fracture aux hanches. »

Un des buts de la nouvelle loi fondamentale est de réduire à l'impuissance le mouvement ouvrier. Les syndicats ne doivent avoir aucune activité politique. Le lock-out est promu au rang de droit constitutionnel. La grève est interdite si elle est jugée compromettante pour la richesse nationale ou si elle contrevient à « la règle de bonne volonté ». Le procès instruit actuellement par le tribunal militaire d'Erzincan a dès lors valeur de symbole.

Sur les 689 accusés, 468 sont des ouvriers du centre minier de Yeni Celtek qui avaient osé, voici environ sept ans, s'affilier au syndicat Yeralti Maden-Is (membre de la DISK, dont les dirigeants sont menacés de mort).



Le général Evren. En quête de respectabilité, il a troqué l'uniforme pour le costume de président de la République.

En 1976 et 1978, les mineurs avaient par la grève imposé la satisfaction de leurs revendications. Et, en mai 1980, ils suspendaient de nouveau le travail puis, devant les carences patronales, reprenaient la production. Et c'est bien cela qui leur est aujourd'hui reproché, comme l'atteste l'acte d'accusation : « La plus importante action qui ait eu lieu à Yeni Celtek est la suivante : occupation illégale,

après fermeture de l'entreprise, confiscation des moyens de production, socialisation de la production et actions de résistance illégales. »

Le régime du général Evren a troqué l'uniforme du tortionnaire contre un plus respectable complet-veston. Mais la réalité à laquelle est soumise la population demeure bien celle d'une dictature sanglante.

Christian Picquet

## POLOGNE

## Peu d'ampleur pour les mobilisations en France

LE 13 décembre n'aura pas été un temps fort dans le soutien aux travailleurs polonais, comme on pouvait l'espérer il y a encore quelques mois. Plusieurs facteurs ont joué dans ce sens. D'abord les prétendues mesures de « libéralisation » proclamées par le gouvernement polonais, auxquelles une partie de la classe ouvrière a pu se laisser prendre à l'Occident. Mais aussi les hésitations, au cours des derniers mois, du mouvement de résistance, quant à l'orientation à adopter, ainsi que le climat de division qui est apparu parmi les représentants de Solidarnosc à l'étranger.

En France, pourtant, les initiatives qui ont été prises dans de très nombreuses villes avaient un caractère clairement unitaire. Parmi les syndicats, la FEN et surtout la CFDT, les oppositionnels de la CGT, plus rarement la CFTC et la CGC appelaient à soutenir les initiatives prises par les collectifs ou comités de solidarité avec Solidarnosc.

Selon les villes, on trouvait au bas des tracts d'appels une liste plus ou moins exhaustive des organisations politiques de gauche appuyant ces initiatives — PS, PSU, LCR, PCI, etc. — sans oublier des mouvements tels que la Ligue des droits de l'Homme ou les associations du cadre de vie, etc. Toutefois, ce sont bien souvent quelques centaines de militants seulement qui se sont retrouvés dans les rassemblements ou les manifestations de rue comme à Lille, Lyon ou Paris.



A Toulouse, cependant, 1 000 personnes ont défilé sous la pluie aux cris de « Solidarité, liberté ! » en exigeant la libération des prisonniers politiques et la levée de l'état de guerre, ce qui représentait un succès par rapport aux initiatives antérieures.

Certains meetings ont eu un écho important comme celui de Lyon auquel ont participé quelque 900 personnes. L'implication du PS dans l'organisation de ce-

lui qui devait avoir lieu à Clermont-Ferrand le 15 décembre laissait présager un impact plus important qu'ailleurs. Mais dans l'ensemble, on ne saurait cacher que la mobilisation était bien en deçà des nécessités. Le gala de la Mutualité, à Paris (qui n'a rassemblé que quelques centaines de personnes dans une atmosphère assez morne) est là pour en témoigner.

Les échos de la mobilisation

dans d'autres pays, tels que la Belgique, la Suisse ou l'Allemagne confirment le peu de succès des appels à manifester en solidarité avec la classe ouvrière polonaise. Plus que jamais, cette dernière a pourtant besoin de notre appui. Nous ne saurions accepter passivement que l'attention se détourne de ceux qui depuis plus de deux ans, ont montré leur détermination et leur refus de composer avec la dicta-

ture bureaucratique qui tente sans succès de les réduire au silence.

Chacun a compris que la « suspension » de la loi martiale revenait à remplacer l'état de guerre par un état d'urgence lui ressemblant comme un frère. Chacun a compris que le général Jaruzelski et sa clique, qu'ils soient ou non en uniforme, n'ont pas l'intention de changer quoi que ce soit à leur politique répressive et que les prisonniers politiques en particulier ne sont pas près de sortir de leurs geôles.

Il faut donc poursuivre sans relâche le travail d'explication politique et de mobilisation afin d'envoyer en Pologne des convois d'aide qui permettront au mouvement ouvrier français d'établir des contacts avec les militants de Solidarité clandestine. Il faut renforcer la campagne financière pour soutenir matériellement le syndicat hors la loi dans sa lutte quotidienne. Il faut mettre sur pied des commissions d'enquête qui se rendront sur place et pourront révéler la vérité sur la situation des prisonniers politiques, de tous ceux qui ont été licenciés pour leurs activités d'opposants. Des commissions qui pourront dire haut et fort ce qu'est le véritable visage de la « normalisation » à la Jaruzelski.

Non, nous ne sommes pas dupes de la politique en trompe-l'œil des bureaucrates et nous disons aux travailleurs polonais : « Poursuivez votre combat, nous sommes à vos côtés ! »

# 82/83: Faire payer la crise

## AUSTERITE TOUS AZIMUTS EN EUROPE

**T**OUS les experts s'accordent aujourd'hui sur un point : après 1982, année de l'approfondissement de la récession, 1983 sera une « année terrible » pour l'Europe occidentale.

L'Allemagne fédérale, jusqu'alors relativement épargnée, s'enfoncé à son tour dans la crise. Sa production industrielle a chuté de 15 % entre le deuxième et le troisième trimestre de 1982. Plus révélateur encore, son secteur-phare, l'industrie automobile, bat de l'aile. Au dernier trimestre, Volkswagen a perdu 209 millions de deutschmarks.

Conséquence directe de cette situation, la multiplication des faillites et des restructurations. En un an, le chômage s'est accru de 17,4 % dans la CEE, frappant 11,5 millions de personnes.

Dans un premier temps, face à la dépression, les classes dominantes ont développé une intense politique de rentabilisation de l'outil productif. On a jeté sur le pavé des millions de salariés. En l'absence de riposte réelle et coordonnée à l'échelle internationale du mouvement syndical, cela permit tout à la fois de démoraliser et de diviser les rangs ouvriers. Mais l'état des rapports de forces entre les classes freina la volonté des bourgeoisies de s'en prendre frontalement au pouvoir d'achat et à des systèmes de protection sociale conquis de haute lutte au cours des décennies précédentes.

La prolongation de la crise, l'exacerbation de la concurrence internationale poussent maintenant les possédants à restaurer à tout prix leur compétitivité et leur taux de profit. Austerité budgétaire, réduction des coûts de la main-d'œuvre, allègement des charges des entreprises : ces thèmes sont désormais au cœur du discours de tous les gouvernements, qu'ils soient réactionnaires ou sociaux-démocrates. Le très atlantiste Institut français des relations internationales (IFRI) écrit très clairement dans son dernier rapport annuel : « Face à l'inflation, au chômage, aux déséquilibres financiers et monétaires, internes ou externes, les mécanismes mis en place dans une période de prospérité — Sécurité sociale, indemnisation du chômage, politique contractuelle, politique familiale — voient leur efficacité décroître et leur coût augmenter. De leur mise en œuvre naissent des déséquilibres financiers ou institutionnels nouveaux qui peuvent aggraver à leur tour tous les déséquilibres économiques

premiers qu'ils étaient censés réduire. »

### Le profit ou les acquis sociaux

Diminuer les coûts du travail et rééquilibrer les finances publiques signifient bien évidemment imposer une baisse des revenus ouvriers. En Suède comme en Belgique ou en RFA, les taux de TVA ont été relevés de 1 à 2 %. Avantage évident : cette mesure frappe le consommateur en épargnant le capital. Systématiquement, le traitement des fonctionnaires est gelé ou accuse un retard sur l'inflation, ce qui se traduira en moyenne par une baisse de 1 à 5 %.

Enfin et surtout, les mécanismes d'indexation des salaires sur les prix sont annulés. Le patronat italien vient de dénoncer l'échelle mobile existante depuis 1975. Le gouvernement de Bruxelles a, de son côté, remplacé l'« index » par une augmentation forfaitaire. Et la récente victoire de la droite néerlandaise s'est tout d'abord traduite par la suppression de la plupart des clauses de garantie des rémunérations.

La conséquence immédiate de toutes ces mesures sera, selon les statistiques officielles elles-mêmes, la diminution sensible du revenu disponible réel en 1983 : de 3 à 4 % en Suède et aux Pays-Bas, de 2 à 3 % en Belgique, de plus de 1 % en RFA, etc. Parallèlement, la ligne de pauvreté va brutalement progresser. Ainsi, en Grande-Bretagne — où l'attaque réactionnaire a été la plus brutale — un foyer sur sept est recensé dans cette catégorie.

A cela, il faut ajouter une tentative généralisée de liquidation des systèmes de protection sociale. La Commission de la Communauté européenne vient de donner le ton : « La situation impose un réexamen plus global de la politique de Sécurité sociale. » L'honorable instance motive ce jugement en indiquant que les dispositions actuelles sont non seulement responsables des déficits budgétaires, mais alourdissent les charges patronales — qui seraient les plus élevées du monde — et ont donc des effets négatifs sur les capacités concurrentielles des firmes du vieux continent. Partout les mêmes mesures sont appliquées.

● **Attaque contre les allocations chômage.** L'une des premières mesures du gouvernement de Bonn aura été la diminution de 1,26



Malgré les capitulations des directions syndicales, la combativité demeure grande. Ici, une manifestation de métallurgistes italiens.

milliard de deutschmarks des subventions à l'Office du travail. Le ministre de l'Economie, le comte Lambsdorff, a, entre autres projets, celui de réduire de 68 à 50 % du salaire antérieur, le taux des aides pendant les trois premiers mois d'inactivité et de les supprimer au bout d'un an. En Italie et aux Pays-Bas, les allocations ont déjà été réduites de 10 %.

● **Attaque contre les allocations familiales.** Imitant la Belgique, la RFA vient de diminuer ses crédits budgétaires dans ce domaine de 1,3 milliard de marks. Ce qui aura pour effet de réduire les aides pour le deuxième et le troisième enfant.

● **Attaque contre les retraites.** Le cabinet Thatcher prévoit en 1983, pour ces indemnités, une progression inférieure au taux d'inflation. Et en Allemagne, les vieux travailleurs devront attendre six mois de plus pour obtenir la majoration de 5,6 % qui leur avait été promise.

● **Attaque contre l'assurance maladie.** Pour ne prendre que cet exemple, ce sera la source principale des 125 milliards de francs d'économies budgétaires annoncées par le gouvernement d'Amintore Fanfani. Les salariés ne se verront ainsi plus rembourser leur premier jour de congé maladie.

● **Attaque contre les aides scolaires.** A l'instar de la politique inaugurée par Reagan voici deux ans, on envisage actuellement outre-Rhin de supprimer purement et simplement les bourses d'études pour les lycéens.

### L'échec des politiques anticrises

Pourtant, même cette offensive d'envergure se révèle incapable de susciter une reprise économique. Ce que reconnaissait très clairement le Figaro du 3 décembre : « Il apparaît qu'une bonne maîtrise de l'inflation et une réduction des déficits budgétaires ne constituent pas nécessairement une bonne recette. Les Allemands, champions de ce genre de rigueur, voient leur économie s'essouffler... »

S'il en est ainsi, c'est que l'horizon apparemment bouché, la contraction du commerce international — due notamment au repli de marchés auparavant en pleine expansion, comme les pays pétroliers — et surtout l'existence d'énormes capacités de production inemployées, n'incitent guère les capitalistes à investir.

En outre, les politiques anticrises aboutissent, en général, à l'effet inverse de celui qu'elles prétendent rechercher.

En obligeant les masses à se serrer la ceinture, elles réduisent la consommation intérieure des différents pays. Ce qui au bout du compte, aggrave encore le marasme en diminuant les marchés disponibles. Les prévisions de l'IFO, l'institut de conjoncture de Munich, sont éclairantes : un ménage allemand sur quatre envisage de rogner son budget alimentaire. Après une baisse de 3,2 % en 1982, les achats devraient connaître un nouveau fléchissement de 2 % l'an prochain.

Les tentatives bourgeoises de régulation produisent donc à la fois la surexploitation de la classe ouvrière et l'approfondissement de la récession. Cela n'empêche pas les directions syndicales, par-delà leurs différences d'histoire et d'orientation, de s'engager dans la négociation de l'austerité. Argument le plus fréquemment avancé : il faut accepter une diminution du pouvoir d'achat en contrepartie de la création de postes de travail.

### Les directions syndicales sur un terrain pourri

C'est cette idée qu'exprime la FGTB, la centrale socialiste belge, dans un récent numéro de son organe, *Syndicats* : « Nous exigeons que le produit de la modération salariale serve à la création d'emplois nouveaux ou à la sauvegarde des acquis sociaux. » Au nom d'une logique similaire, les confédérations italiennes ont admis la révision de l'échelle mobile et leurs homologues espagnols ont signé des accords de réduction du pouvoir d'achat. Toujours avec la même logique, les syndicats hollandais viennent d'accepter de revoir en baisse les deux tiers des conventions collectives.

La bourgeoisie a bien compris l'intérêt qu'elle pouvait retirer de telles propositions qui attirent le mouvement ouvrier sur le terrain de ses adversaires : celui de la productivité des firmes. Il ne peut en résulter qu'un marché de dupes. Car, s'il profite pleinement de l'autolimitation des revendications, le capital ne peut ni ne veut réduire significativement le nombre des sans-emploi. Tout au plus les gouvernants prendront des mesures visant à éviter qu'une trop forte hausse du chômage ne débouche sur des explosions sociales.

L'exemple de la Belgique est suf-

fisamment éclairant. Le cabinet de W. Martens vient de décider une réduction de 5 % du temps de travail pour 1983, les chefs d'entreprise étant invités à embaucher l'équivalent de 3 % de leur personnel. Dans le meilleur des cas, cette mesure donnera du travail à 60 000 personnes. Or, il y a actuellement un demi-million de chômeurs. Et on en prévoit 500 000 de plus l'an prochain.

### Une combativité maintenue

L'attitude des états-majors syndicaux est d'autant plus scandaleuse qu'elle va à l'encontre des aspirations de leurs bases. Celles-ci ont manifesté sans ambiguïtés qu'elles refusaient de payer la crise capitaliste. Les grèves générales organisées en Italie pour la défense de l'indexation des salaires ont révélé une combativité qui n'est pas sans rappeler les heures chaudes du « mai rampant » (voir *Rouge* du 26 novembre). Le succès des mouvements interprofessionnels des 30 novembre et 7 décembre en Belgique a une fois de plus démontré la puissance d'un mouvement syndical fort de 2,5 millions de membres. Evénement historique en RFA, plus de 500 000 travailleurs viennent de descendre dans la rue pour s'opposer aux orientations du nouveau chancelier Helmut Kohl. Et l'ampleur des victoires socialistes de France, Grèce, Suède et Espagne montrent la profondeur du mécontentement populaire face à l'austerité.

On le voit, lorsque Gattaz en France s'en prend aux « marées politico-syndicales », il ne fait que rejoindre le cœur européen des nantis. Le démantèlement de secteurs comme le textile ou la sidérurgie, l'avait déjà mis en lumière ; l'offensive en cours le confirme : contre eux, dans tous les pays, les travailleurs ont le même front patronal.

Comment mieux décrire l'utilité d'une action coordonnée du mouvement ouvrier ? Une action qui passe par le soutien aux luttes engagées dans les pays voisins, par l'échange d'expériences, par des campagnes et des initiatives communes. Mais cette perspective s'oppose aux tactiques suivies par les directions traditionnelles qui prennent prétexte de l'inexistence de la solidarité internationale pour prôner le « réalisme », la « modération », les « nouvelles solidarités » qui ont pour résultat commun la dégradation des positions ouvrières.

Christian Picquet



Dans toute l'Europe, le revenu ouvrier diminue.

# aux peuples du monde

## ▶ LE TIERS MONDE SAIGNE A BLANC

**A** PRES le Mexique il y a trois mois, après l'Argentine, la Bolivie, le Chili, le Pérou ou le Zaïre, c'est maintenant au tour du Brésil d'être virtuellement en état de cessation de paiement. Début décembre, lors de sa visite à Brasilia, Reagan avait bien annoncé l'octroi d'un prêt spécial à court terme de 1.23 milliard de dollars pour permettre à la banque centrale de la première puissance économique d'Amérique latine de « joindre les deux bouts » d'ici la fin de l'année. Et dans quelques semaines, le Fonds monétaire international (FMI) devait consentir au gouvernement brésilien un autre prêt de 4.5 milliards de dollars. Mais la situation s'est révélée telle que d'ici là les créanciers du Brésil vont devoir se réunir d'urgence pour éviter, dans les semaines à venir, le « krach » du pays le plus endetté du monde avec le Mexique (100 milliards de dollars et probablement plus selon les analystes du *Financial Times*). Un début de panique s'est emparé de certains milieux financiers internationaux après qu'aient filtré des informations sur l'état réel de la dette brésilienne à court terme : celle-ci avait été fortement sous-évaluée. Officiellement estimée à 17 milliards de dollars, elle dépasserait en réalité les 40 milliards de dollars. Résultat : trois milliards de dollars manquent pour honorer l'échéance du 31 décembre.

Journées difficiles pour le système monétaire et bancaire international. Il faut, au même moment, renégocier l'ensemble de la dette extérieure argentine. Ce pays a maintenant besoin d'un crédit global de 8.1 milliards de dollars pour lui permettre de faire face à ses échéances de l'année 1983. Quant au Mexique, il doit absolument recevoir un nouveau prêt de 5 milliards de dollars avant le 31 décembre pour être en mesure, d'ici là, de payer une partie des intérêts de sa dette.

### La dette croît, son coût s'envole

De mois en mois, la situation s'aggrave. C'est une véritable « année 1929 » que sont en train de vivre les économies latino-américaines... Les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales réunis en septembre dernier à Toronto (Canada), à l'occasion de l'assemblée générale du FMI, avaient multiplié les analyses pessimistes. Les développements de ces dernières semaines indiquent qu'ils étaient largement en deca de la réalité !

De nombreux économistes au service des institutions financières de l'impérialisme expliquent aujourd'hui que la croissance vertigineuse de la dette des pays du tiers monde serait avant tout due au fait que, pendant des années, ces pays ont vécu « au-dessus de leurs moyens réels ». Cette explication a un double avantage. Elle permet de justifier l'imposition de programmes d'austérité drastiques qui signifient un nouvel appauvrissement, la misère et la faim pour les masses exploitées. Elle permet également de répandre l'idée que les pays du tiers monde, à cause de leur endettement, sont les premiers responsables de la crise actuelle de l'économie mondiale. Incroyable tour de passe-passe qui consiste à désigner comme responsables ceux qui, en réalité, sont victimes de cette crise !

Selon les analyses de l'OCDE, la dette globale des économies dépendantes du tiers monde avoisnera bientôt la somme fabuleuse de mille

milliards de dollars. Celle-ci a augmenté à un rythme annuel moyen de 19.7 % de 1971 à 1981. Depuis 1973, elle a été multipliée par 4.5 ! Serait-ce là le produit de nouvelles préoccupations humanitaires ou d'un nouvel esprit philanthropique des puissances impérialistes et de leurs institutions bancaires et financières ? La réponse est immédiatement fournie par deux autres chiffres tirés des mêmes sources : entre 1971 et 1981, le service (en gros, les intérêts) de cette dette a, pour sa part, augmenté à un rythme annuel moyen de 26.2 %... Depuis 1973, il a été multiplié par six ! C'est là une conséquence de la hausse des taux d'intérêts. Mais le fait que le service de la dette croisse plus vite que la dette elle-même signifie qu'une partie croissante des prêts nouvellement consentis est consacrée au paiement des emprunts contractés antérieurement. Situation absurde, mais qui, ces dernières années, a été à l'origine de fabuleux revenus pour les prêteurs, banquiers et financiers impérialistes.

### « Aide publique » et prêteurs privés

Selon une étude réalisée par la Conférence des Nations unies pour la coopération et le développement (CNUCED), le transfert net des ressources vers les pays du tiers monde n'atteindrait, en 1981, que 33 % du montant des prêts consentis ! Le service de la dette, véritable ponction opérée par les puissances impérialistes, asphyxie littéralement les économies dépendantes des pays semi-coloniaux : il correspondra, en 1982, à 23 % des revenus des exportations de ceux qui, parmi eux,

ne sont pas exportateurs de pétrole.

Cette formidable croissance de l'endettement du tiers monde s'est produite alors que les aides publiques (gouvernementales surtout) au développement connaissent une stagnation et même, récemment, une régression. Les objectifs fixés dans le cadre de la « stratégie internationale de développement » adoptée pour la « deuxième décennie des Nations unies pour le développement » prévoyaient que les pays développés consacrent à l'aide publique au développement des ressources financières équivalentes à 0.7 % de leur produit national brut (PNB). Toutefois, l'apport à titre d'aide publique au développement des pays capitalistes membres de la DAC (Comité d'assistance pour le développement de l'OCDE) est resté pratiquement le même de 1970 à 1980 : 0.37 % du PNB. Et, en 1981, cet apport a même baissé de 4 % ! C'est que, au fur et à mesure que la dette se gonflait, la composition des créanciers changeait. Tandis qu'en 1970 la dette publique représentait 71.4 % du total, et la dette privée 28.6 %, la proportion était de 51 % et 49 % en 1979. Et selon plusieurs estimations convergentes, la dette contractée auprès de banques privées atteignait déjà 60 % du total en 1981.

### Faire « travailler » les excédents de dollars en saignant les économies dépendantes

Cette évolution est la preuve que l'accroissement rapide de la dette extérieure du monde sous-dévelop-

pé est essentiellement liée à la forte cours des années 1970, plus particulièrement depuis 1973-1974.

Ces années sont celles où ont lieu, à la fois, la première hausse massive des prix du pétrole et le début de la récession économique internationale. La hausse des prix du pétrole s'est traduite par la multiplication des « pétro-dollars », c'est-à-dire l'excédent de monnaie américaine dont ont disposé les principaux pays producteurs d'or noir. Ceux-ci ont, pour l'essentiel, déposé cet excédent dans les grandes banques des pays impérialistes, en priorité dans les banques américaines. Les banquiers ont cherché, pour leur plus grand profit, à faire travailler cet argent aux meilleures conditions. C'est-à-dire le prêter avec un taux d'intérêts plus élevé que celui servi aux déposants. Les Etats du tiers monde étaient parmi les clients potentiels, notamment en raison de la nouvelle conjoncture internationale. La crise économique qui sévissait alors dans les pays capitalistes développés n'avait, alors, pas encore frappé les économies des pays semi-coloniaux. Un exemple : l'implantation par les multinationales d'unités de production permettant d'exploiter une main-d'œuvre bon marché — et donc de rester compétitif au niveau mondial — s'y poursuivait. D'où « nécessité » pour les Etats concernés de leur construire les infrastructures et de leur accorder de nombreuses subventions. Donc d'emprunter massivement aux institutions financières impérialistes. Toutefois, l'augmentation du prix du pétrole affecte déjà les pays du tiers monde dépourvus de sources d'énergie. Les augmentations des liquidités sur le marché financier international au

revenus de leurs exportations leur permettent de moins en moins de régler la facture pétrolière. Ils doivent donc emprunter pour payer. Les organismes financiers des puissances impérialistes sont encore là pour, moyennant substantielle commission, replacer les pétro-dollars déposés par les institutions et ressortissants des pays producteurs.

On pourrait prendre d'autres cas de figure. Tous nous ramèneraient à la nécessité de prêter dans laquelle se sont trouvées les institutions financières impérialistes, submergées par l'afflux de pétro-dollars alors que la crise commençait à affecter l'économie des métropoles. Et à la volonté d'atténuer ou de différer les effets de celle-ci en saignant les économies dominées du tiers monde. Une illustration chiffrée, parmi d'autres, de cette « saignée » : pour la période qui va de 1970 à 1978, les seuls investissements directs en provenance des pays impérialistes et comptabilisés dans la dette des pays semi-coloniaux se sont montés à 42.2 milliards de dollars. Mais les bénéfices rapatriés dans leur pays d'origine par les investisseurs se sont montés à 100.2 milliards de dollars. En d'autres termes, chaque dollar investi a rapporté 2.37 dollars de bénéfice qui ont enrichi les bourgeoisies des pays capitalistes développés !

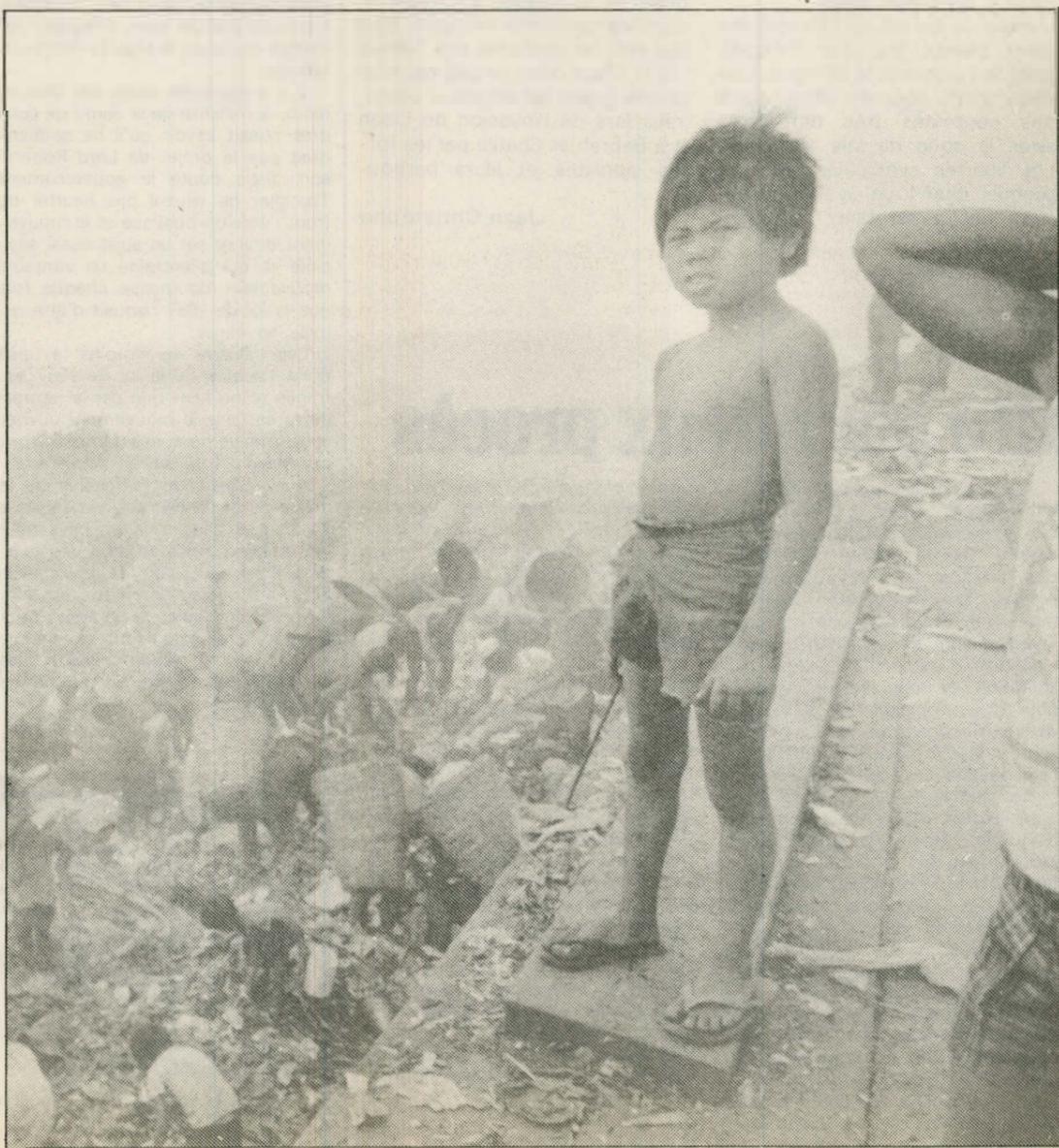
### Une spirale infernale

La prolongation et l'aggravation de la crise économique internationale, la nouvelle récession, plus profonde et plus durable que la précédente a détraqué les mécanismes de cette gigantesque ponction de richesses des pays pauvres vers les pays riches. La hausse spectaculaire des taux d'intérêts organisée par les Etats-Unis pour s'assurer le maximum d'avantages dans le cadre d'une compétition interimpérialiste exacerbée, la baisse de la consommation de pétrole et la chute des prix des matières premières, favorisée par les métropoles pour réduire le déficit de leur balance commerciale, se sont combinées avec un ralentissement généralisé de l'activité économique. Désormais, il affecte profondément tous les pays du tiers monde. Leur taux de croissance annuel global, qui était encore de 3 % en 1980, a péniblement atteint 0.6 % en 1981. Il sera négatif en 1982.

Pour ne pas connaître un véritable effondrement et, surtout, pour rembourser les dettes contractées antérieurement et en payer les intérêts, les pays du tiers monde sont contraints d'emprunter, de plus en plus, et à des taux d'intérêts de plus en plus élevés. Nous voilà dans la spirale infernale actuelle. Elle peut déboucher sur une crise généralisée et un effondrement du système bancaire et financier international.

Ce n'est donc pas parce qu'ils auraient voulu « vivre au-dessus de leurs moyens » que les pays du tiers monde sont condamnés à emprunter toujours plus, alors qu'ils sont de moins en moins en mesure de rembourser. C'est parce que le capitalisme, son système d'exploitation impérialiste, ont fait payer à leurs peuples exploités, à des centaines de millions d'humiliés et d'affamés, une bonne part de la note de la crise. Ceux que l'on voudrait nous présenter comme responsables de la situation actuelle sont en réalité les premières victimes. Il s'agit, faut-il le rappeler, de la majorité du genre humain...

Jean-Pierre Beauvais



## AMNESTY INTERNATIONAL

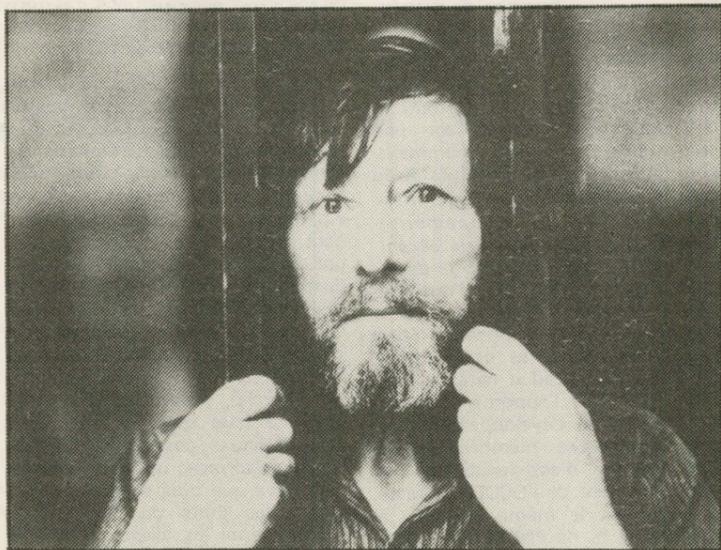
## ► Le rapport 1982: 350 000 collaborateurs pour une radiographie accablante

COMME chaque année, Amnesty International publie un bilan sur l'emprisonnement politique, la torture et les exécutions dans toutes les régions du monde.

Il traite de la situation dans 121 pays et analyse les informations recueillies au cours de l'année civile 1981. Il rappelle les principes et le travail de ce mouvement : Amnesty International compte maintenant 350 000 adhérents dans 154 pays, et ces membres ont œuvré, en 1981, en faveur de 4 952 prisonniers d'opinion dont 1 109 ont été libérés. Une bonne partie des efforts a été consacrée à « des actions urgentes » (enlèvements, etc.). Les grands axes de la répression et des violations des droits humains sont plus que jamais la torture, les disparitions et les assassinats politiques. Une partie spéciale traite de ce dernier problème.

Le rapport s'ouvre sur un chapitre consacré au continent africain. Les conditions de détention sont très dures dans la majorité des Etats, mais au Zaïre on note le caractère systématique de la détention prolongée et sans jugement. En Afrique du Sud, la torture et les enlèvements sont pratiqués régulièrement.

Les Amériques fournissent toujours le tableau le plus sombre de la violation des droits de l'homme. Se caractérisant par des milliers de meurtres (un meurtre politique toutes les deux heures depuis vingt ans au Salvador et au Guatemala) et de véritables tueries organisées par les forces armées. La majorité des Etats latino-américains sont sous la botte de régimes qui utilisent les lois dites « d'exception » pour arrêter, détenir et exécuter impunément. Nous ne citerons que le



Chili, l'Argentine, le Paraguay, Haïti et l'Uruguay.

Plusieurs pages sont consacrées aux Etats-Unis où à la fin 1981, il y avait 924 personnes sous le coup de la peine de mort...

En Asie, les détentions sans inculpation ni jugement sont pratiques courantes. Au Pakistan, en Inde, à Sri-Lanka et aux Philippines, « les disparitions » et assassinats politiques sont tout aussi fréquents. Amnesty International a d'ailleurs récemment lancé une campagne spéciale sur les Philippines. Le gouvernement thaïlandais, lui, reconnaît publiquement l'existence « d'escadrons de la mort » dans son pays.

Pour ce qui est de l'Europe, les deux points les plus critiques sont la Turquie et la Pologne. Ces deux pays sont en effet, dans des contextes très différents, sous le coup de lois martiales. Les libertés syndicales sont au premier chef touchées ; il en résulte des arrestations massives

et arbitraires. Conditions très dures en Pologne, mais tortures et exécutions en Turquie. L'Union soviétique s'illustre encore une fois dans le bâillonnement de toute dissidence et par l'usage de la psychiatrie et de la déportation. Il faut aussi noter la répression de la minorité albanaise dans le Kosovo en Yougoslavie. En Irlande et en Espagne, les autorités arrêtent et torturent sous couvert de « lutte antiterroriste ».

Le rapport s'achève sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Toujours les exécutions sommaires et massives en Iran, les disparitions au Maroc et en Syrie et la torture en Israël et dans les territoires occupés. Bien que cela ne concerne pas l'année 1981, il faut dans ce cas rappeler ce que furent les atrocités perpétrées lors de l'invasion du Liban et à Sabrah et Chatila par les forces sionistes et leurs barbouzes...

Jean Christophe

## TCHECOSLOVAQUIE

## ► Anniversaire pour deux procès

IL y a trente ans s'achevait à Prague un procès stalinien devenu, depuis lors, célèbre : celui de Slansky-Clémentis. Le verdict : onze exécutions et trois emprisonnements à vie.

Aujourd'hui, la répression continue en Tchécoslovaquie. A l'occasion de cet anniversaire, différentes organisations, tels le Comité de défense des libertés en Tchécoslovaquie, présidé par Arthur London, et le Comité du 5 janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste ont pris l'initiative d'une pétition exigeant la libération de tous les emprisonnés pour délit d'opinion. Elle a recueilli deux mille signatures et a été présentée le 25 novembre dernier à l'ambassade de Tchécoslovaquie.

Des centaines de personnes sont actuellement emprisonnées dans ce pays, notamment des militants du Mouvement des droits de l'homme, de la Charte 77 et du Comité de défense des personnes injustement poursuivies, le VONS.

Le 20 décembre prochain sera précisément le troisième anniversaire du procès en appel de quelques-uns des plus connus d'entre eux, comme Petr Uhl, dirigeant du VONS et militant marxiste-révolutionnaire, et Vaclav Havel, dramaturge et également animateur du VONS. Leur cas est, à bien des égards, exemplaire.

En mai 1979, dix membres du VONS, dont Uhl et Havel, sont arrêtés. Ils sont accusés de « subver-

sion à grande échelle en collusion avec des puissances étrangères ». Ils sont inculpés et condamnés à la fin octobre de la même année à des peines allant jusqu'à cinq ans. Petr Uhl, militant antibureaucratique depuis quinze ans est condamné à la peine la plus lourde. Il est traité comme criminel récidiviste. Son régime d'incarcération est extrêmement dur (voir *Rouge* n° 1033 et *Inprecor* n° 134). Les emprisonnés font appel et sont rejugés formellement à la fin de décembre 1979. Le procès est scandaleux : salle d'audience interdite au public, refus d'entendre les témoins de la défense, accusés empêchés de présenter leur cas, aucune preuve décisive pour le chef d'accusation. Cet anniversaire doit être l'occasion de réclamer à nouveau la libération de Petr Uhl et de tous ses camarades, comme lui incarcérés et réduits au silence pour avoir osé réclamer des droits et des libertés pourtant élémentaires mais que la bureaucratie juge dangereux pour son pouvoir. J. C.

Envoyer lettres et télégrammes à : Ambassade de Tchécoslovaquie 15, av. Charles-Floquet, 75007 Paris.

## GRANDE-BRETAGNE :

Une tentative  
de restreindre  
le droit  
à l'avortement

EN Grande-Bretagne, c'est depuis 1967 que les femmes bénéficient d'une législation relativement libérale sur l'avortement. On peut se faire avorter jusqu'à vingt-huit semaines et cet acte est gratuit s'il est réalisé dans le cadre du Service national de la santé. Cependant, depuis cette date aussi, ceux qui sont opposés à l'avortement ne désarment pas. Plusieurs tentatives ont été faites pour remettre en cause la loi ou pour en restreindre la portée.

Récemment, un nouveau projet de loi contre l'avortement a été déposé par Lord Robertson de Oakridge. Alors que dans la loi anglaise, l'avortement est possible après avis de deux médecins quand il y a risque pour la vie de la femme, quand sa santé physique ou morale est menacée, le texte est interprété dans les faits dans un sens très large.

Les amendements proposés consistaient à ajouter deux mots « sérieux » et « substantiels » qui restreindraient de manière significative les motifs pouvant être invoqués pour obtenir un avortement. Cette proposition reprend en fait une partie du projet « Corrie » déposé au Parlement en 1979. A ce moment-là, une importante mobilisation, une manifestation massive appelée par les syndicats Trade Union Congress et soutenue par le NAC (National Abortion Campaign) et le Parti travailliste avaient obligé le gouvernement Thatcher et le Parlement à reculer.

Le projet actuel est soutenu par la SPUC, l'Association pour la protection de l'enfant à naître, qui mène parallèlement une campagne virulente pour ramener les délais de vingt-huit à vingt semaines, n'hésitant pas sur les procédés pour sensibiliser l'opinion en parlant de « fœtus de vingt semaines criant et se débattant pour vivre ». Ils mènent également campagne contre les centres de jour et contre les méthodes d'avortements précoces, montrant l'objectif réel de leurs attaques : remettre en cause la légalité de l'avortement.

Il y a quelques jours, par voie de radio, le ministre de la Santé de Londres faisait savoir qu'il ne soutiendrait pas le projet de Lord Robertson. Sans doute le gouvernement Thatcher ne veut-il pas heurter de front l'opinion publique et le mouvement ouvrier sur un sujet aussi sensible et qui a entraîné un véritable mouvement de masse chaque fois que la loi de 1967 risquait d'être remise en cause.

Cela illustre néanmoins à quel point l'acquis de la loi de 1967 est fragile et ne tient que par le rapport de forces que le mouvement ouvrier et le mouvement des femmes sont capables d'imposer en Angleterre.

Au moment où l'offensive de la droite et de la hiérarchie catholique s'accroît dans tous les pays pour remettre en cause ce droit des femmes, il est nécessaire de renforcer la lutte au niveau international pour l'avortement libre et gratuit, pour que soit reconnu enfin à chaque femme le droit d'avoir seulement les enfants qu'elle désire ou celui de ne pas en avoir.

S. F.

## CHINE :

Une nouvelle revue  
se réclamant  
du mouvement  
démocratique

Le 17 novembre, à New York, Wang Bingzhang, le premier étudiant chinois à l'étranger à obtenir son doctorat, tenait une conférence de presse. Il annonçait la parution d'une revue au titre explicite : *le Printemps de Chine*. Le comité de rédaction est composé de 12 membres, 6 étudiants chinois à l'étranger, et 6 correspondants en Chine, clandestins. La revue est placée sous le patronage de tous les militants du Mouvement démocratique chinois arrêtés, disparus ou condamnés depuis 1979. Il est significatif que Wang ait choisi pour nom de plume Wang Jingzhe ; le « Jing » de Wei Jingsheng et le « Zhe » de Wang Xizhe, les deux figures les plus radicales du mouvement ; l'un se proclamant non-marxiste, l'autre se réclamant du marxisme-révolutionnaire.

Wang Jingzhe explique que cette initiative constitue la cinquième étape du mouvement démocratique ; la première étant le *dazibao* des Li Yizhe (1973-1974), la seconde les manifestations du 5 avril 1976, la troisième le « printemps de Pékin » (1979-1980) (\*), et la quatrième les élections locales à l'université (1980). Se revendiquer de cette filiation manifeste clairement qu'une mémoire des luttes antibureaucratiques est née. S'il est encore trop tôt pour apprécier l'impact de *Printemps de Chine*, il n'est pas difficile de deviner les réactions de la direction chinoise, d'autant que la dizaine de milliers d'étudiants chinois à l'étranger appartient à la génération des contestataires, et quoi qu'il arrive, il y a là matière à inquiéter les bureaucrates du PCC. Wang Jingzhe et ses camarades, qui n'ont pas demandé l'asile politique, auront besoin d'une réelle solidarité internationale.

J. et J. T.

\* *Le printemps de Pékin*, Victor Sida-  
ne, éd. Gallimard, coll. Archives 1980.

## POLOGNE

Une brochure sur un an  
de résistance

Nous avons reçu à *Rouge* une brochure des CSSOPE — Comités de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est — de Suisse intitulée *Un an de résistance*. L'auteur : Zbiniew M. Kowalewski, membre du praesidium de la direction régionale de Lodz avant le 13 décembre et actuellement président de l'un des deux comités de coordination Solidarnosc en France. La brochure reproduit également un article de Kowalewski sur la grève active, rédigé début décembre 1981. On peut se procurer cette brochure au Comité de Solidarnosc ; 120, rue de Crimée 75019 Paris (tél : 208 36 12).

**Au prix  
exceptionnel  
de 30F**

**le livre  
de notre camarade  
Petr Uhl  
«Le socialisme  
emprisonné»**

**Librairie La Brèche**

**9 rue de Tunis  
75011 Paris  
M° Nation**



## INPRECOR

MENT DE PARAITRE.  
Inprecor numéro 139.

Au sommaire :

- Dossier Union soviétique.
- Amérique du Nord. Nouvelles luttes en perspective des travailleurs américains et canadiens.
- Etat Espagnol. La nouvelle situation politique et les tâches des révolutionnaires.
- Italie. « Ne touchez pas à l'échelle mobile », interview d'une dirigeante de la Lega Comunista Rivoluzionaria.
- Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.

DES LIVRES

# Pour les enfants...

COMME toujours, à l'approche de Noël, beaucoup de nouveautés au rayon « Jeunesse » des grands éditeurs, et dans les collections spécialisées pour les enfants. Comme l'année dernière, on retrouve le même retour sur des « valeurs sûres », grâce à de splendides réimpressions (mais, vu le prix, peut-on encore parler de livres d'enfants ?...) des œuvres de Benjamin Rabier (éd. Horay ou Garnier) ou de Jean et Laurent de Brunhoff (*le Grand Album de Babar* chez Hachette).

Côté « beaux livres », deux préférés (outre le Babar précité...): *le Livre secret des Gnomes II* de R. Pootvliet et W. Huygen... E.T. est sur tous les écrans, mais les gnomes des deux compères sont mille fois plus marrants que l'extra-terrestre de Spielberg et les sept nains de Blanche-Neige réunis ! (éd. Albin Michel) et, puisqu'on parle d'extra-terrestre, *Robot*, de Jan Pienkowski, (Nathan) un livre « animé » prodigieux, aux découpes surprenantes, presque aussi beau que *la Maison hantée* du même Pienkowski ! qui était plein de cauchemars, de crocodiles cachés dans les baagnoires et de squelettes dans le placard, mais dont les gosses raffolent ! Le mien le feuillette tous les soirs avant de s'endormir et lorsque je lui demande pourquoi, il me répond « parce que ça fait peur... » Allez donc lutter contre l'irrationnel...

Pour les tout-petits, des livres solides (pages cartonnées indéchirables) *la Journée du petit chien* d'A. Fechner, *Il neige...* de Max Velthuis, *Je fais un gâteau* de R. Finke, ou *Rire et pleurer* d'Ali Mitgutsch (Centurion-Jeunesse).

Pour les moins petits (3-5 ans), la très belle collection Nord-Sud des Editions Centurion-Jeunesse, avec notamment, quelques grands albums, illustrés avec humour et ironie par Eugen Sopko (*Le charlatan, l'astronome et l'horloger s'en vont à la campagne*), Jiri Bernard (*Frisquet et le poisson magique*) ou le très facétieux Fulvio Testa (*Il ne se passe jamais rien ici*)...

Pour les « moyens » (5-8 ans), des intrigues mystérieuses, avec *Mystère à Papendroch* de Joubert et Garnier (Ecole des loisirs), une enquête policière bâtie comme un conte de fée qui se serait inspiré de la rubrique « faits divers » des journaux, des grands... ou *Du houx dans les petits pois* d'Yvan Pommaux, *le Secret du*



Dessin d'Agnès Rosenstiehl  
extrait de 66 chansons, 6 canons, 6 noëls

*chat noir* de Stephen Mooser, *le Trésor de Mélanie* d'Hans Peterson, dans la petite collection « J'aime lire » de Centurion-Jeunesse, livres qui comportent, également, des pages de jeux...

Ou encore *Dors bien, fais de beaux rêves* d'Edith Schindler, *C'est mon vieux papi...* un conte moderne et sentimental de W. Hornonh, illustré par C. Oppermann-Dimow, *la Ville des souris* de M. Carlidge (tous trois chez Centurion-Jeunesse) ou enfin *le Grand Livre d'Emilie*, l'héroïne toute de rouge vêtue de D. de Pressencé (éd. G.P. Rouge et Or).

Pour les « grands », deux splendides livres de Janosch, un Polonais tendre et malicieux, dont les éd. Casterman publient deux gros albums (96 et 130 pages) *le Grand Livre de Janosch* et *la Vie des zanzimans*... Janosch, un illustrateur, à ranger à côté de T. Ungerer...

Citons aussi, pour les « bricolos », les albums édités par les éditions du Pélican et proposant plusieurs livres à découper pour réaliser diverses maquettes... *Construis ton château... ton guignol, ta fête foraine, ton port...* (du travail pour les parents en perspective !)

Enfin, parce qu'il s'agit de deux livres « incontournables » c'est-à-dire absolument in-dis-pen-sa-bles, aussi bien aux parents qu'aux instits, monitrices de crèches ou de jardins d'enfants... deux splendides livres choisis par Agnès Rosenstiehl : 99 *poèmes, contes et comptines*, et 66 *chansons, canons et noëls* (Centurion-Jeunesse), deux petits recueils qui vous permettront largement de « tenir » toute l'année, en distillant chaque soir, l'histoire ou la chanson de votre choix, quand votre répertoire sera épuisé...

Michel Laszlo

# et les parents

Les éditions la Brèche existent. C'est en cette période de choix douloureux de cadeaux pour les fêtes qu'il convient de le proclamer bien haut.

Si l'année 1982 n'a pas été généreuse quant aux livres parus, leur intérêt est souligné régulièrement par notre hebdomadaire préféré, *Rouge* bien sûr.

L'ouvrage collectif *Profil de la social-démocratie européenne* ne peut être ignoré des lecteurs qui suivent régulièrement les analyses de notre camarade Picquet, sur ce qui tient régulièrement la une de l'actualité. Vidé en Allemagne, arrivé en Espagne, revenu en Suède, installé (?) en France... les partis sociaux-démocrates sont présentés dans leur contexte national après l'introduction de John Ross proposant une synthèse sur la trajectoire historique de la social-démocratie.

Est-ce la sortie du livre d'Alexandre Zimine (*le Stalinisme et son socialisme réel*, 186 pages, 55 F) qui a porté le coup fatal à Brejnev ? Ou bien a-t-il (pour se racheter) tenté de donner un coup de pub à ce livre ? Nous laisserons aux historiens le soin de trancher. Toujours est-il qu'à peine l'ouvrage est-il publié par les éditions la Brèche, Brejnev disparaît, mettant à la une de l'actualité la question de l'URSS, la bureaucratie et les falsifications stalinienne. L'analyse marxiste développée par Zimine s'attache à disséquer, point par point, les théorisations pseudo-scientifiques du poison stalinien. Un livre qui interpelle directement les défenseurs d'un « eurocommunisme ».

Mais ce catalogue ne se limite pas à ces deux plus récents ouvrages. *L'Histoire de l'Internationale communiste* (2 tomes, 130 F), constitue

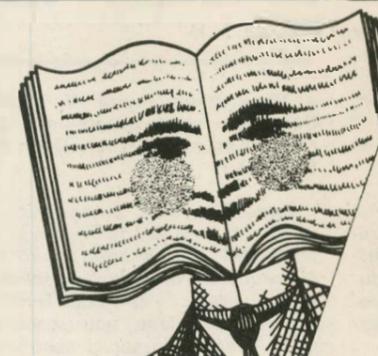
un apport considérable pour la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier et l'internationalisme. Pierre Frank a su dans un ouvrage captivant, documenté, présenter l'internationale des révolutionnaires de 1917, sa construction, puis sa liquidation par la bureaucratie stalinienne.

Dès à présent, deux tomes sont parus de *l'Histoire des congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale*. Ce travail, symbolique de la continuité de notre combat, intéresse tous ceux pour qui la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale mérite d'être au centre de nos préoccupations. Le tome premier est épuisé mais le deuxième (*l'Internationale dans la guerre*, 75 F) reste disponible. 1983 verra la parution des tomes 3 et 4. Il est donc grand temps de se mettre à jour avec la lecture du deuxième tome !

Parmi les auteurs que les éditions la Brèche ont l'honneur de publier, Ernest Mandel n'est certainement pas le moins connu des lecteurs de *Rouge*. Ce sont également deux tomes qui sont déjà publiés des écrits de notre camarade, *De la Commune à Mai 68* (48 F), et *les Etudiants, les intellectuels et la lutte de classe* ont gagné leur place comme classiques du mouvement ouvrier.

Cet inventaire ne saurait afficher complet. Que ce soit *Conférences sur la libération des femmes*, par A. Kollontai, ou encore *l'Anti-Rocard* par D. Bensaïd... la liste de nos richesses finirait par être lassante ; nous préférons vous renvoyer directement à la lecture des ouvrages. Pour les acquérir ? Faites-vous les offrir ! Mieux, montrez l'exemple : Offrez-les !!!

Reds



**Edition PEC  
Collection  
« La Brèche »  
En vente  
à la librairie  
la Brèche  
9 rue de Tunis  
75011 Paris**



● **Vendredi 18** à 20 h 35 (A2), 1<sup>er</sup> épisode de *l'Epingle noire*, un sérial à la manière des romans d'aventures d'Eugène Sue...

23 h (A2), début du cycle consacré à Gary Cooper, avec *Sergent York*, un film qui cache sa richesse sous un scénario (de J. Huston !) faussement simpliste...

● **Dimanche 19** à 22 h 35 (FR3), *Madame Bovary* de V. Minnelli, avec J. Jones, J. Mason et L. Jourdan... un film méconnu, rare, et, à mon sens, peut-être l'un des plus magnifiques (avec *Thé et Sympathie*) de Minnelli...

● **Lundi 20** à 20 h 35 (A2), *la Flûte enchantée*, opéra de Mozart, enregistré cet été lors du festival d'Aix-en-Provence.

● **Mardi 21** à 20 h 40 (A2) *le Guépard* de L. Visconti avec Burt Lancaster, A. Delon, C. Cardinale. Un chef-d'œuvre, et l'un des films les plus accomplis de Visconti, qui ne retrouva plus jamais, ensuite, le même souffle « lyrico-marxiste »...

A 20 h 35 (FR3), « La dernière séance » est un peu fade : un western boursoufflé de Dmytryk

(*l'Homme aux colts d'or*) et une version classique de *l'Ile au trésor*, qui ne vaut que par la truculente interprétation de Wallace Beery... Heureusement, il y a Screery Squirrel, l'écureuil fou de Tex Avery.

● **Mercredi 22** à 22 h sur TF1, début d'un cycle consacré à Grace Kelly avec *Le crime était presque parfait* d'A. Hitchcock. Adapté d'une pièce de théâtre, cet exercice de style vaut surtout pour la séquence d'anthologie qui combine tentative de meurtre et appel téléphonique...

● **Judi 23** à 16 h 55 sur TF1, *les Aventures de Till l'Espiegle*, un film de (et avec...) Gérard Philippe. Les aventures bondissantes du héros de la résistance flamande face aux sbires du trône catholique roi d'Espagne... Tonique !

22 h 05 (TF1), *Une fille de la province*, mélodrame à trois de G. Seaton avec Grace Kelly, Bing Crosby et William Holden.

● **Vendredi 24** à 21 h 30 (TF1), *le Cygne* de C. Vidor avec G. Kelly... conte de fée pour princesse... (non, non, il s'agit bien d'un film !)

A 23 h sur FR3, *l'Homme de Rio*

de De Broca avec Belmondo. Bébél-Tintin dans un film d'aventures réussi.

A 0 h 35 (A2) *l'Homme de l'Ouest*, western d'A. Mann avec Gary Cooper. Un western de Mann est toujours un grand western.

● **Dimanche 26** à 16 h 45 (TF1), *Alice au pays des merveilles*, J.-C. Averty et ses truquages vidéos, s'attaque à Lewis Carroll...

20 h 35 (TF1), *la Main au collet* d'A. Hitchcock, avec C. Grant. C'est au cours du tournage que Grace Kelly assura ses vieux jours...

21 h 05 (FR3), *le Cameraman* avec Buster Keaton : un chef-d'œuvre qui introduit à merveille le film suivant...

22 h 40 (FR3) *15 jours ailleurs* de V. Minnelli, avec K. Douglas et C. Charisse. Hollywood vu par Hollywood, ou le regard lucide et impitoyable de Minnelli sur ses pairs...

● **Lundi 27** à 22 h (TF1) *Lord Jim* ; avec cette adaptation du roman de J. Conrad, R. Brooks a réalisé l'un des plus grands films de l'après-guerre. Cette quête du rachat qui se double d'une méditation sur la fragile frontière entre héroïsme et lâcheté est en tous points admirable...

● **Mardi 28** à 20 h 35 (TF1), *la Traviata*, opéra de G. Verdi, ou...

A 20 h 40 sur A2 *la Taverne de l'Irlandais*, un homérique film de J. Ford avec J. Wayne et Lee Marvin (bagarres garanties !).

Michel Laszlo



# « Nous nous battons pour les droits des femmes »

## Une interview d'Andrée Jobert et de Nicole Chrétien, dirigeantes du Mouvement pour le planning familial

Le projet de loi sur le remboursement de l'avortement qui avait donné lieu à de multiples hésitations au sein même du gouvernement vient d'être voté par le Parlement. La droite, bien sûr, a voté contre en bloc.

Le MFPF, qui a été partie prenante de la mobilisation qui a permis cette victoire des femmes, prépare aujourd'hui un colloque sur la contraception pour les 18 et 19 décembre. Andrée Jobert et Nicole Chrétien du bureau confédéral du MFPF ont bien voulu répondre à nos questions.

● **Le droit à la contraception qui a fait l'objet de nombreuses luttes semble aujourd'hui reconnu. Pourquoi un colloque sur la contraception ?**

**Andrée** — Depuis 1967, date à laquelle la contraception est devenue légale, il n'y a jamais eu de véritable information. Ça commence pour la première fois avec le gouvernement de gauche. Il faut savoir que 60 % des femmes en France n'utilisent aucun moyen contraceptif !

**Nicole** — Nous avons préparé le colloque à partir d'un questionnaire qui a été rempli par 5 000 femmes. Nous avons voulu leur donner la parole. C'est la première fois qu'il y aura une parole de femmes sur la contraception et non plus seulement une parole médicale.

**Andrée** — Le médical participe un peu à la contraception, mais la contraception participe à la vie des femmes, elle pose des problèmes fondamentaux. Jusque-là, on n'avait aucune idée sur la manière dont les femmes vivent la contraception.

● **Aujourd'hui, parmi les féministes mêmes les moyens de contraception tels que la pilule, le stérilet, appelés « contraception dure » sont remis en cause, au profit d'une contraception plus « naturelle ». Qu'en pensez-vous ?**

**Andrée** — Le MFPF n'a jamais prôné une seule méthode de contraception, mais le plus grand éventail possible pour permettre aux femmes un choix réel. Les féministes américaines ont cinquante ans d'avance sur nous.

**Nicole** — En même temps que la contraception « dure », elles remettent en cause certaines formes de relations sexuelles. Elles disent que la pilule ou le stérilet ne changent pas leur rapport de dépendance aux hommes.

**Andrée** — Les femmes qui rejettent ces méthodes et qui en choisissent d'autres, qu'elles soient douces, vertes... Pourquoi pas ? C'est leur choix, ça leur appartient, mais il ne faut pas que cela ferme la porte aux autres méthodes.

**Nicole** — Après toute la contre-information qu'on a subie dans ce domaine depuis des années, on n'a pas le droit de dire n'importe quoi. On n'a pas le droit de dénigrer certaines méthodes sans preuves scientifiques car on restreint alors la possibilité de choix de chaque femme sans raison.

● **Que pensez-vous de la campagne d'information du gouvernement ? Quelle information sur la contraception répondrait aux besoins des femmes, d'après vous ?**

**Andrée** — Nous sommes très contentes de cette campagne, du fait qu'elle existe. Depuis le temps qu'on se bat ! C'est une avancée, un

premier stade, celui du déclic : « Oui, la contraception, ça existe. »

**Nicole** — Il faudrait passer à un stade plus concret, plus informatif, entrer dans les détails, expliquer ce qu'est un stérilet, la pilule, le RU 486.

**Andrée** — L'information, jusqu'à présent, a toujours été faite par des médecins. Il faudrait prendre en compte le fait que, pour une femme, la contraception, ça fait vraiment partie de sa vie. Il faudrait qu'il y ait des débats à la télé avec des femmes...

**« Nous sommes bien placées pour savoir que rien n'a jamais été acquis sans lutte ! »**

● **Vous avez invité Y. Roudy. Comment vous situez-vous par rapport au ministère du Droit des femmes ?**

**Andrée** — Nous avons invité Y. Roudy pour qu'elle participe à la table ronde : « Information/contre-information. » Nous l'avons sollicitée pour qu'elle parle de ce que le ministère compte faire pour continuer cette information sur la contraception.

**Nicole** — Le rôle du gouvernement est important, mais il est tout aussi important que les gens prennent ce problème en charge eux-mêmes, comme bien d'autres problèmes d'ailleurs.

**Andrée** — En étant en contact direct avec les femmes, nous sommes mieux à même de voir si les lois, l'application des lois correspondent à ce que les femmes attendent, à leurs besoins. Comment et sur quoi il faut que les choses changent. Nous devons tenir un rôle critique et d'analyse, parce que pour faire changer les choses, il faut faire la preuve de ce qui ne va pas, il faut donner les moyens aux gens de se battre avec nous.

Nous nous battons pour les droits des femmes et nous sommes bien placées pour savoir que rien n'a jamais été acquis sans luttes. L'exemple le plus proche est quand M. Bérégovoy a annoncé le report du remboursement de l'avortement.

● **Le droit à la contraception et le droit à l'avortement font-ils partie d'une même lutte ? Certains parlent de l'avortement « dernier recours »...**

**Andrée** — C'est évident. La contraception et l'avortement font partie d'un même droit : celui pour toutes les femmes de disposer de leur corps. C'est un droit fondamental, c'est un élément de notre autonomie.

Il faut bannir ce terme d'avorte-



ment « dernier recours ». Quand une femme se pose le problème de l'avortement, décide de ne pas faire un enfant, c'est qu'au contraire, elle se pose comme éminemment responsable. Et on voudrait la culpabiliser, c'est fou !

● **Le Parlement vient de voter la loi sur le remboursement de l'avortement. Comment l'analysez-vous ? Comment comptez-vous continuer la lutte ?**

**Nicole** — L'essentiel de ce qu'on voulait a été voté : l'inscription à tous les codes de la Sécurité sociale.

**Andrée** — L'essentiel, c'est-à-dire le fait que toutes les femmes soient égales devant la loi, et le fait que l'avortement soit considéré comme un acte médical comme un autre. Ce dernier aspect est très important, car c'était le dernier obstacle pour lever la culpabilisation des femmes devant l'avortement. Certains ont parlé de danger de bana-

**THOMSON GENNEVILLIERS**  
Une semaine d'information sur la contraception

A la Thomson-Gennevilliers, entreprise de la métallurgie employant 3 000 personnes dont à peu près un tiers de femmes, la commission femmes du comité d'entreprise a organisé récemment une semaine d'information sur la contraception.

L'exposition, composée de panneaux avec croquis, photos, articles de presse, présentait toutes les méthodes de contraception, féminines et masculines. L'objectif était de donner une information qui torde enfin le cou aux rumeurs selon lesquelles « la pilule donne le cancer ou fait grossir » et « le stérilet abîme l'utérus ». En présentant les avantages et les inconvénients de chaque méthode, il s'agissait de faire apparaître l'importance pour chaque femme de choisir la méthode qui lui convient le mieux. Mais aussi parce que la contraception était pré-

lisée. Pour nous, l'avortement ne sera jamais un acte banal. Ceux qui parlent comme cela font peu de cas de la responsabilité des femmes devant le problème de la maternité. Qu'on puisse supposer le contraire, c'est faire preuve d'un sacré mépris envers les femmes. C'est nous prendre pour des irresponsables, c'est dire qu'il faut une loi pour nous encadrer !

Avec la loi sur le remboursement, un premier obstacle a été franchi, maintenant nous continuons pour la dépénalisation de la loi. Nous envoyons régulièrement à tous les ministères concernés des fiches sur les cas d'avortement illégaux. Ils sont parfaitement au courant de la situation d'illégalité du Planning. Nous préparons une action pour poser publiquement ce problème.

Par ailleurs, nous avons des discussions avec les partenaires de la manifestation du 23 octobre pour des actions concernant l'application de la loi sur la contraception et l'avortement dans le service public.

sentée comme un moyen permettant pour les femmes de dissocier sexualité et grossesse, elle ouvrait la discussion sur les questions concernant la sexualité, l'épanouissement de la vie affective et le handicap que représentent par rapport à cela les conditions actuelles de travail et de vie des travailleuses et des travailleurs.

L'initiative fut réussie. Le vendredi, au moment de la pause de midi, un débat était organisé avec la présence d'une militante du Planning familial et d'une gynécologue du Centre de planification de Gennevilliers.

Malgré le refus de la direction d'accorder un quart d'heure supplémentaire demandé par les délégués du personnel CGT et CFDT, c'est près d'une centaine de travailleurs et de travailleuses qui sont venus s'informer et débattre par petits groupes autour de la table où étaient exposés les plaquettes de pilules, les stérilets, les diaphragmes, les capotes, le nouveau tampon contraceptif...

Des femmes, mais aussi beaucoup d'hommes, des travailleurs posant des questions ; certains voyaient un spéculum pour la pre-

Nous espérons pouvoir les mettre en œuvre dès le début de 1983.

● **Le MFPF se dit lui-même féministe. Comment vous situez-vous par rapport au Mouvement des femmes ?**

**Andrée** — Si on veut combattre les inégalités, il faut changer la situation d'infériorisation que subissent les femmes dans la société. C'est notre terrain de lutte. Nous avons mené avec le Mouvement des femmes les luttes sur la contraception et l'avortement, dernièrement la manifestation du 23 octobre. Nous avons soutenu et participé aux Etats généraux sur le travail des femmes.

Nous avons actuellement des projets d'échanges de réflexion sur le féminisme, mais aussi des projets d'actions communes pour continuer la lutte sur l'avortement et la contraception.

Propos recueillis par Sonia Folloni

mière fois, d'autres s'informaient sur le fonctionnement de la pilule et ses effets. Quelques-uns s'intéressaient aux recherches actuelles sur la contraception masculine.

Reconnue officiellement dans l'entreprise depuis novembre 1982, la commission femmes du CE regroupe des femmes, syndiquées et non-syndiquées.

« ...Un lieu de rencontre, d'information et de réflexion sur les problèmes auxquels sont confrontées les femmes dans l'entreprise et dans la vie quotidienne. » C'est ainsi qu'elle s'est définie et se propose d'aborder « les inégalités qui existent en matière de salaires, de formation, d'évolution de carrière, de comportement par rapport aux femmes dans les entreprises », de même que les problèmes concernant la santé, l'organisation du temps libre, les droits juridiques, le droit au travail.

Forte de ce premier succès, la commission femmes du CE va continuer son action. La contraception était le premier thème d'exposition-débat ; il devrait être suivi d'autres sur « la maternité, la stérilité, la ménopause... ».

Correspondante